

BULLETIN DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

NUMERO D'INSCRIPTION: I.S.S.N. 0980-9775

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Lucile FOULE IMPRIMEUR / SERVICE EDITION - HOTEL DU DEPARTEMENT 97109 BASSE-TERRE

N° 1

Janvier - Mars 2021

SOMMAIRE

DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

1ère REUNION, LE 04 Février 2021

N° 2021-1/1ère CP/A 1-B1 Conditions d'utilisation des véhicules au sein de la collectivité départementale

N° 2021-3/1ère CP/A 3-B1 Conventions à passer avec les communes pour la mise en place du réseau mutualisé de l'accueil social universel et inconditionnel

de proximité (ASUIP) et des	 N° 2021-12/1ère CP/A 12-
référents de parcours	B1 Fonds exceptionnel
3	d'investissement 2021 -
	Dragage du bassin et de la
N° 2021-4/1ère CP/A 4-B1	passe d'entrée du Port
Fourniture, livraison,	Départemental de Port-
installation de mobilier	Louis19
dans les Collèges	
Départementaux de la	
Guadeloupe et des lles du	N° 2021-13/1ère CP/A 13-
Sud5	B1 Travaux de réparation
	du bâtiment de l'Artchipel
N° 2021-7/1ère CP/A 7-B1	dans le cadre du Plan de
Dotations Budgétaires de	relance/Convention
fonctionnement des	financière de partenariat
Collèges d'enseignement	entre l'Etat et le Conseil
public de la Guadeloupe	départemental de la
pour l'exercice 20218	Guadeloupe21
pour renerence 2021 millio	r
N° 2021-8/1ère CP/A8-B1	N° 2021-14/1ère CP/A 14-
Prise en charge de	B1 Partenariat Culturel
l'éducation physique et	entre le Département de la
sportive dans les	Guadeloupe et le Groupe
Collèges d'enseignement	MANIOUKANI23
public de la Guadeloupe au	
cours de l'année 2021	N° 2021-15/1ère CP/A 15-
11	B1 Avenant n°2 au marché
	AO -N°2019A010N024 - Lot
N° 2021-9/1ère CP/A 9-B1	
Attribution de subventions	
d'équipements aux Collèges	Iconographies" relatif à la Réalisation de Prestations
d'enseignement public de la	Muséo-Scénographiques,
Guadeloupe au titre de	
l'exercice 202114	
	multimédia pour l'exposition permanente du
N° 2021-11/1ère CP/A 11-	
B1 Avenant n°1 au marché -	Pays de la Canne à Beauport dans le bâtiment 38 et
Missions d'Ingénierie et	
d'études relatives aux	l'exposition évocatrice des
infrastructures et ouvrages	ambiances et espaces de vie
départementaux17	dans la maison principale de
acpartementaux mmmm1/	Beauport. (Port-Louis -

Guadeloupe)25

- N° 2021-16/1ère CP/A 16-B1 Organisation de la première Biennale intercontinentale d'art contemporain (mise en œuvre de la programmation de janvier à mai 2021) ...27
- N° 2021-17/1ère CP/A 17-B1 Fourniture de vaccins pour la Sous-Direction de la protection maternelle, infantile et de la santé29
- N° 2021-18/1ère CP/A 18-B1 Convention RESAH31
- N° 2021-22/1ère CP/A 22-B1 Prorogation de la convention cadre pluriannuelle d'objectifs 2017-2019 pour le dispositif régional d'accompagnement des structures d'insertion par l'activité économique (DRA -SIAE) au 31 mai 2021.
- N° 2021-24/1ère CP/A 24-B1 Renouvellement de

- l'adhésion du Conseil départemental de la Guadeloupe à l'association "Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES)".......37
- N° 2021-25/1ère CP/A 25-B1 Contribution à la mise en oeuvre d'un Jardin Collectif Solidaire porté par l'association «BWA KAPAB»......39

	N° 2021-29/1ere CP/A 29-
	B1 Programme
	d'aménagements en faveur
	des modes actifs en
	Guadeloupe47
	duddioupe
	NO 2024 20/42 CD/A 20
•	N° 2021-30/1ère CP/A 30-
	B1 Contrat de convergence
	et de transformation :
	Réalisation d'équipements
	sportifs dans le cadre de la
	mise aux normes
	parasismiques du Collège
	Bébel – SAINTE ROSE49
н	N° 2021-31/1ère CP/A 31-
	B1 Contrat de convergence
	et de transformation:
	Construction restaurant
	scolaire et salle de sports -
	Collège Nestor de Kermadec
	(CCT)51
В	N° 2021-32/1ère CP/A 32-
	B1 Plan de relance:
	Désamiantage et de
	réfection des étanchéités
	bâtiments - Collège Charles
	de Gaulle MAL53
H	N° 2021-33/1ère CP/A 33-
	B1 Confortement
	parasismique et rénovation
	énergétique Immeuble des
	Solidarités - Rue Lardenoy
	55
	No 2021 24/42mg CD/4 24
	N° 2021-34/1ère CP/A 34-
	B1 Subvention
	Exceptionnelle au
	Siaeag57

N°	2021-71/1èr	'e	CP/A	35
B1	Subvention	à	l'inst	titut
phy	ysique du glo <mark>l</mark>	эе		59

DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

2^{ème} REUNION, LE 25 MARS 2021

- N° 2021-37/2ème CP/A 1-B1 Demande de cofinancement européen – 2014-2020 (ASI) aux bénéficiaires du RSA présentant des difficultés psychosociales..................63
- N° 2021-38/2ème CP/A 2-B1
 Contribution au
 fonctionnement de l'Equipe
 Mobile d'Intervention Sociale
 Sud Basse Terre gérée par la
 Croix-Rouge Française.
 65
 - N° 2021-39/2ème CP/A 3-B1 Contribution au fonctionnement des équipes

de médiation sociale de rue.	
Mise en œuvre de la fiche	 N° 2021-43/2ème CP/A 7-
2.4.1 du programme	B1 Accord - cadre -
départemental d'insertion	UNIFORMATION -
2019-	Structures de l'IAE.
202167	77
·	
N° 2021-40/2ème CP/A 4-B1	N° 2021-44/2ème CP/A 8-
Mise en œuvre de la mesure	B1 Convention de
1.1.4 du PDI 2019/21 «	partenariat entre le conseil
Favoriser l'accès à	départemental et
l'enseignement artistique et	l'EPIC/CTIG - Exercice 2021
sportif par le biais du	79
Pas'sport et Art »69	
_	N° 2021-45/2ème CP/A 9-
N° 2021-41/2ème CP/A 5-	B1 Programmation
B1 Contribution à la mise en	culturelle - 1er Semestre
place d'actions de soutien,	2021 81
d'insertion, d'intégration et	
de lutte contre les	N° 2021-46/2ème CP/A 10-
exclusions menées par les	B1 Subvention de
associations Case Sociale	fonctionnement et
des Outre-Mer et le Comité	d'investissement à
d'Action Sociale en faveur	l'Artchipel scène national -
des Originaires des	Exercice 202184
Départements d'Outre-Mer	
en Métropole73	N° 2021-47/2ème CP/A 11-
	B1 Fonds de soutien
N° 2021-42/2ème CP/A 6-	exceptionnel au carnaval
B1 Promouvoir l'Aide	86
Alimentaire en Guadeloupe	
par le soutien au	N° 2021-48/2ème CP/A 12
fonctionnement de la	 -B1 Projet de réhabilitation -
Banque Alimentaire de	Rue Maurice Marie-Claire -
Guadeloupe et des Epiceries	Perrinon BASSE-TERRE -
Solidaires BETHEL	Monsieur RAUZDUEL
SOLIDARITE, ON PAL POU	88
VANSE, ANSANM ANSANM,	
SHEKINA II, ALTERNATIVE	 N° 2021-49/2ème CP/A 13-
119, et l'Epicerie Sociale	B1 Projet Scientifique et
Itinérante Dématérialisée	Culturel - Ecomusée de
de la Croix-Rouge Française	MARIE-GALANTE90
- 75	WAXINLE-UALAN LE90

 N° 2021-50/2ème CP/A 14-B1 Projet de rénovation - Maison BALTYDE92 N° 2021-51/2ème CP/A 15- 	Mise en œuvre d'une auto- école sociale et solidaire - Association SOlidaritieS
Subventions Associations Culturelles - Projets culturels et artistiques94	N° 2021-59/2ème CP/A 23- B1 Convention CAOM 135
N° 2021-52/2ème CP/A 16- B1 Subvention à la Société d'Histoire de la Guadeloupe	N° 2021-60/2ème CP/A 24-B1 Mise en œuvre de l'action NWEL MADL l137
 N° 2021-53/2ème CP/A 17-B1 Subvention à l'association des archives antillaises (CARBICA)122 	N° 2021-61/2ème CP/A 25- B1 Convention avec l'entreprise LUCOL et Association Verte Vallée - Dispositif Panier Pays
N° 2021-54/2ème CP/A 18-B1 Demande de subvention auprès de la DAC pour l'acquisition de conditionnement et de fourniture de conservation préventive	N° 2021-62/2ème CP/A 26-B1 Convention avec la Caisse d'Assurance Maladie pour les prestations par les services départementaux de la PMI
N° 2021-56/2ème CP/A 20-B1 Modification de délibération - Appel à projets - Création de tiers-lieux en Guadeloupe	Avenant n°2 à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (2019-2020)
Michel Morin	

N° 2021-65/2ème	CP/A 29-B1	 N° 2021-74/2ème CP/A 38
Classes de Mer TER	RRE-DE-BAS	B1 Plan de relance
- Subventions à	6 collèges	Aménagement d'une piste
	148	cyclable - RD 128
		BEAUPORT PORT-LOUIS
N° 2021-66/2ème	CP/A 30-B1	168
Subvention Soci		
Tropical - jeu de s	société Fon	N° 2021-75/2ème CP/A 39-
lespri Coco		B1 Aéroclub les Ailes
•		Galantes Aérodrome de
		Marie-Galante 170
 N° 2021-67/2èm 		
B1	Subvention	N° 2021-76/2ème CP/A 40-
établissements	152	B1 Plan de Relance
		Aménagement d'une piste
N° 2021-69/2èm	ne CP/A 33-	cyclable - RD 203 - MURAT
B1 Subvention E	Equipement	GRAND-BOURG172
pratique EPS	- Collège	
Roches Gravées	s TROIS-	N° 2021-77/2ème CP/A 41
RIVIERES - Exe	rcice 2021	B1 Contrat de convergence
	156	et de transformation
		Revitalisation du Centre
N° 2021-70/2èn	ne CP/A34-	Bourg de Grand-Bourg de
B1 S	Subventions	Marie-Galante176
d'équipement	audiovisuel	Marie-dalante170
aux collèges	public -	N° 2021-78/2ème CP/A 42
Exercice 2021	159	B1 Avis à donner - Projet de
		décret relatif à la
N° 2021-71/2èm	ne CP/A 35-	justification de la
B1 Subvention	à l'Institut	généralisation du tri à la
Physique du Gloł	be162	source des biodéchets et aux
		installations de tri mécano
N° 2021-72/2èm	ne CP/A 36-	
B1 Accom	pagnement	178
financier pour	la mise en	
place du statut	de joueur	■ Nº 2021-70/2àma CD/A 42
fédéral		 N° 2021-79/2ème CP/A 43 B1 Avis à donner sur ur
		projet de loi relatif à la
N° 2021-73/2èm		différenciation, la
B1 Subvent		décentralisation, la
fonctionnement		déconcentration et portan
MACTe	166	diverses mesures de
		simplification de l'action

publique	locale	 N° 2021-86/2ème CP/A 50-B1
	180	Subvention Association
		AGOSSE - ACT ALIM - Les
		classes du goû
N° 2021-80/2		guadeloupéennes194
A	décret relatif	
	ficiaires de	• N° 2021-87/2ème CP/A 51-B1
	et prêts pour la	Subvention Association BWA
	amélioration	KAPAB - ACT ALIM - Didiko ur
de logements	locatifs182	petit déjeuner pour tous
		196
N° 2021-81/2	ème CP/A 45-	N° 2021-82/2ème CP/A 52-B1
B1 Projet	de décret	Subvention Association
revalorisation	n RSO	GWAJEKA - ACT ALIM - Les
	184	jardins partagés198
N°2021-82/2	ème CP/A 46-	N° 2021-89/2ème CP/A 53-B1
B1 Subven	ition à la	Subvention Association Zyéa
commune	de BAIE-	mangrovla - Madè énou - ACT
MAHAULT - A	CT ALIM - Lutte	ALIM200
contre le	gaspillage	
alimentaire	186	N° 2021-90/2ème CP/A 54-B3
		Subvention Association wi'ng
	She I tomasmus tomas	art pour le projet Mobilité
	Pème CP/A 47-	active202
	on Association	
K'EXPRES	188	N° 2021-91/2ème CP/A 55
Nº 2024 04/2	Dòmo CD/A 40	B1 Subvention Association
	2ème CP/A 48 on Association	AGIPSAH - ACT-ALIM - Ver
	pour dèmen-	une agriculture adaptée e
	/alorisation de	inclusive
déchets	ménagers	204
	190	■ N° 2021-93/2ème CP/A57
		B1 Bail Emphytéotique
Nº 2024 05/2	Pàmo CD/A 40	VALOREM pour projet de
	Zème CP/A 49- ciation à la	centrale éolienne PORT
	MOULE - ACT-	LOUIS206
	an nou an jaden	
	192	N° 2021-99/2ème CP/A 63
		B1 Charte de Solidarité pou

accès à l'emploi durable des bénéficiaires du RSA - SASU C'LOGIC208 N° 2021-100/2ème CP/A 64-B1 Mise à disposition de locaux au JARDIN BOTANIQUE (Association AGOSSE)210	Florette MORAND - Accompagnement d'élèves en situation de mal être216 N° 2021-104/2ème CP/A 68- B1 Subvention au Centre d'Imagerie Moléculaire de Guadeloupe (CIMGUA)218
 N° 2021-101/2ème CP/A 65-B1 Convention pour accès aux parkings en enclos de la ville de BASSE-TERRE	N° 2021-106/2ème CP/A 70-B1 Maitrise d'œuvre pour Réhabilitation de 3 collèges du Département de la Guadeloupe220
B1 Subvention au collège	



N° 2021-1/1ère CP/A 1-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

杂杂杂

OBJET: Conditions d'utilisation de véhicule au sein de la collectivité départementale.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

I.DESSOUT

J.ANSELME M.AVRIL

B.HIRA

F-L.BERNIS

M.BERNARD

M-L.BRESLAU

M.SIGISCAR

M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET

C.CHALUS

F.MICHELY

B.MORNAL

C.LERUS

H-P.RAMDINI

J.DARTRON

Absent(es):

E.CALIFER

J.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

J.MARC

M.ETZOL

D.DULAC

B.RODES

L.GALANTINE

N.ERDAN

R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi nº 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi nº 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil départemental n° 2015-15/2ER/A2-B2 du 02 avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Guadeloupe n°2001/201/9ème CP/A.2 en date du 10 mai 2001 portant dispositions relatives à la fonction publique ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

DECIDE

<u>ARTICLE 1</u>: D'attribuer un véhicule pour nécessité absolue de services aux fonctions et emplois suivants :

- Président et Vice-Président ;
- Directeur général des services ;
- Directeur de cabinet
- Directeur général adjoint;

ARTICLE 2: D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à prendre pour chacun des élus et agents concernés, un arrêté individuel portant attribution dudit véhicule de fonction étant précisé que l'utilisation de ces véhicules à titre personnel en dehors des trajets domicile-travail, sont soumis à cotisations fiscale et sociale.

<u>ARTICLE 3</u>: D'autoriser les agents ayant rang de directeurs, directeurs adjoint et sousdirecteurs, à remiser en fin de journée, à leur domicile, les véhicules de services placés sous leur responsabilité, étant entendu, que toute utilisation desdits véhicules à titre privé, en dehors du trajet domicile-travail, est strictement interdite.

Cette autorisation de remisage au domicile en fin de journée est obligatoirement liée à des facilités d'organisation, des contraintes horaires ou à l'absence de transport public pour les trajets travail-domicile en dehors des horaires de service.

ARTICLE 4: D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à prendre pour chacun des agents concernés, un arrêté individuel portant autorisation de remisage d'un véhicule de service à domicile en fin de journée.

<u>ARTICLE 5</u>: De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour signer toutes les pièces nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Joseffe BOXEVILINCERT



N° 2021-3/1ère CP/A 3-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Conventions à passer avec les communes pour la mise en place du réseau mutualisé de l'accueil social universel et inconditionnel de proximité (ASUIP) et des référents de parcours.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.ANSELME

B.HIRA

J.DESSOUT

M.AVRIL M.BERNARD F-L.BERNIS M-L.BRESLAU

M.SIGISCAR

M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAIAZET **F.MICHELY** C.CHALUS

B.MORNAL

C.LERUS J.DARTRON H-P.RAMDINI

Absent(es):

E.CALIFER M.ETZOL

I.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

J.MARC

D.DULAC

B.RODES N.ERDAN L.GALANTINE R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée,

VU la loi nº83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République;

VU la loi nº 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n° 2015 -11/2èmeR /A2-B2 du 02 avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU la délibération 2019-172/4ème CP/A59-B1 du 19 juin 2019 relative à l'installation de la Conférence Territoriale de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la délibération 2019-171/4ème CP/A58-B1 du 19 juin 2019 relative à la contractualisation avec l'Etat pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté et la délibération 2020-284/7ème CP/A54-B1 relative à l'avenant 2020 de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi;

VU la délibération 2019-268/6 CP/A51-B1 relative au partenariat avec l'ODAS pour la recherche-action en vue du déploiement de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210204-DE-1CP-3-DE Date de télétransmission : 08/02/2021 Date de réception préfecture : 08/02/202

DECIDE

<u>ARTICLE 1</u>: De mettre en place un réseau mutualisé de l'accueil social universel et inconditionnel de proximité (ASUIP), de procéder à l'identification des référents de parcours et à la mise en place, en partenariat avec l'ensemble des acteurs de l'action sociale de proximité du département, des instances partenariales pour un meilleur accompagnement des usagers.

ARTICLE 2: D'expérimenter l'approche mutualisée de l'accueil social universel et inconditionnel de proximité sur le territoire des communes de la communauté d'agglomération de Cap Excellence à compter du mois de février 2021, avant l'extension de ce dispositif aux autres territoires du département.

<u>ARTICLE 3</u>: D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer avec les Maires des Communes de Guadeloupe des accords de coopération interinstitutionnelle formalisés par des « conventions territoriales de l'Action Sociale et de la Famille ».

ARTICLE 4 : De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces s'y rapportant.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,



N° 2021-4/1ère CP/A 4-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**

<u>OBJET</u>: Fourniture, livraison, installation de mobilier dans les Collèges Départementaux de la Guadeloupe et des Iles du Sud

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Mme Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.DESSOUT

J.ANSELME M.AVRIL M.BERNARD B.HIRA F-L.BERNIS M-L.BRESLAU M.CITRONNELLE

M.SIGISCAR Représenté

C.BAJAZET F.MICHELY

C.CHALUS B.MORNAL H-P.RAMDINI

I.DARTRON

C.LERUS

Absent(es):

E.CALIFER

J.SAPOTILLE D.DULAC R.SENNEVILLE J.MARC

M.ETZOL B.RODES N.ERDAN

L.GALANTINE R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU la décision de la commission d'appel d'offres en date du vendredi 08 janvier 2021;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

DECIDE

ARTICLE 1: D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à signer avec les Sociétés citées ci-dessous, les accords-cadres à bons de commande, sans montant minimum et sans montant maximum, relatifs à la fourniture, à la livraison et à l'installation de mobilier dans les Collèges Départementaux de la Guadeloupe et des lles du Sud :

		ATTRIBUTAIRES	
N°1	1 ^{ts} ATTRIBUTAIRE Volume commande annuelle 50 %	2 ^{ENE} ATTRIBUTAIRE Volume commande annuelle 30 %	3 ^{EME} ATTRIBUTAIRE Volume commande annuelle 20 %
LOJ	VADEX	SCMB SARL ENSEIGNE ACTIBURO	SARL AZUR EQUIPEMENTS

		ATTRIBUTAIRES	
1°2	1 ^{IR} ATTRIBUTAIRE Volume commande annuelle	2 ^{ENE} ATTRIBUTAIRE Volume commande annuelle	3 ^{ENE} ATTRIBUTAIRE Volume commande annuelle
LOT N	VADEX	SARL AZUR EQUIPEMENTS	SAS CARAÏBES COLLECTIVITES

	3.	ATTRIBUTAIRES	and the second s
N°3	1 ^m ATTRIBUTAIRE Volume commande annuelle 50 %	2 ^{ENE} ATTRIBUTAIRE Volume commande annuelle 30 %	3 ^{tme} ATTRIBUTAIRE Volume commande annuelle 20 %
LOT	VADEX	SARL AZUR EQUIPEMENTS	SCMB SARL ENSEIGNE ACTIBURO

		ATTRIBUTAIRES	
_	I [™] ATTRIBUTAIRE Volume commande annuelle	2 ^{EME} ATTRIBUTAIRE Volume commande annuelle	3 ^{EME} ATTRIBUTAIRE Volume commande annuelle
N°4	50%	30%	20%
2	VADEX	SCMB SARL ENSEIGNE ACTIBURO	FOURNIBUR SARL

		ATTRIBUTAIRES			
LOT N°5	1 ^{er} attributaire	2 ^{eme} attributaire	3 ^{eme} attributaire		
	Volume commande annuelle 50%	Volume commande annuelle 30%	Volume commande annuelle 20 %		
	SARL AZUR EQUIPEMENTS	SAS CARAÏBES COLLECTIVITES	SCMB SARL ENSEIGNE ACTIBURO		

ARTICLE 2: D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental, en cas de défaillance De l'attributaire dans la production des documents requis (attestations sociales et fiscales, attestation justifiant l'absence d'interdiction de soumissionner), à signer le marché avec le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3: D'imputer la dépense au Budget départemental.

- Enveloppe 583 - Chapitre 21 - Nature 21841 - Fonction 221.

ARTICLE 4 : De donner mandat à Madame le Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération et signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.

MME LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE



N° 2021-7/1ère CP/A 7-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Dotations Budgétaires de fonctionnement des Collèges d'enseignement public de la Guadeloupe pour l'exercice 2021

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.ANSELME

B.HIRA

I.DESSOUT

M.AVRIL M.BERNARD F-L.BERNIS M-L.BRESLAU

M.SIGISCAR

M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET

C.CHALUS

F.MICHELY

B.MORNAL

C.LERUS J.DARTRON H-P.RAMDINI

Absent(es): **E.CALIFER**

J.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

J.MARC

M.ETZOL

D.DULAC

B.RODES

L.GALANTINE

N.ERDAN

R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU l'Avis favorable de la Commission Enseignement Constructions et Œuvres Scolaires du 16/11/2020 :

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210204-DE-1CP-7-DE Date de télétransmission : 08/02/2021 Date de réception préfecture : 08/02/2021

DECIDE

- ARTICLE 1: D'allouer des dotations budgétaires de fonctionnement pour l'exercice 2021 aux collèges d'enseignement publics de la Guadeloupe dans les conditions fixées au tableau ciannexé.
- ARTICLE 2 : D'imputer la dépense au Chapitre 65 Nature 65 511 Fonction 221 Ligne de Crédit 1152 du budget départemental de 2021.
- ARTICLE 3 : Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Ante BOREL-LINCERTEN

BUDGET DE FONCTIONNEMENT DES COLLEGES EXERCICE 2021 LIGNE DE CREDIT 1152

LIGNE	DE CREDIT 1152			
Etablissement	Particularités	Effectifs total	Montant	Numéros
	SEGPA/ULIS/REP/ECLAIR	2020/2021	2 021	Engagement
ABYMES Bourg Aurélie LAMBOURDE	REP	728	109 780	X000592
ABYMES BOISRIPEAUX Alexandre. ISAAC	SEGPA+ULIS+REP	918	136 183	X000593
ABYMES EXCELLENCE SPORTIVE		98	18 220	X000594
ABYMES Raizet	SEGPA+ULIS	605	98 508	X000595
ABYMES GRAND-CAMP Saint John.PERSE	ULIS	635	92 125	X000602
ANSE-BERTRAND Fernand. BALIN	REP	218	42 614	X000603
BAIE-MAHAULT Maurice. SATINEAU	RELAIS+ULIS	1 067	126 554	X000604
BAIE-MAHAULT Gourdeliane	ULIS	756	100 566	X000605
BAILLIF Jean. JAURES	REP+	277	50 186	X000607
B-TERRE Joseph. PITAT	SEGPA+ULIS	395	71 357	X000608
BOUILLANTE Fontaines BOUILLANTES	REP+SEGPA+ULIS	342	70 556	X000609
CAPESTERRE B-E Sylviane.TELCHID	ULIS	469	73 798	X000611
CAPESTERRE B-E Germain, SAINT-RUF	SEGPA+ULIS+RELAIS+REP	511	97 881	X000613
CAPESTERRE M-G Nelson. MANDELA	REP	107	33 407	X000614
DESHAIES Félix.Aladin.FLEMIN		255	44 817	X000615
LA DESIRADE Maryse. CONDE	REP	41	21 551	X000616
LE GOSIER Edmond. BAMBUCK	SEGPA+ULIS	1 110	134 952	X000617
GOURBEYRE Richard, SAMUEL	ULIS	223	39 133	X000618
GOYAVE Matéliane	ULIS	312	53 516	X000619
GRAND-BOURG	ULIS	311	61 589	X000620
LAMENTIN Appel du 18 Juin	SEGPA+ULIS	786	112 666	X000630
MORNE-A -L'EAU Charles de Gaulle	SEGPA+ULIS	754	111 887	X000631
LE MOULE Guénette	ULIS	628	93 233	X000633
LE MOULE Général de Gaulle	SEGPA+ULIS	743	111 880	X000634
PETIT-BOURG Félix. EBOUE	SEGPA+ULIS	979	127 143	X000635
PETIT-CANAL Maximilien. VRECORD	ULIS	429	68 940	X000636
P- A -P Sadi. CARNOT	ULIS+RELAIS+REP	491	86 914	X000637
P- A- P Nestor, de KERMADEC	ZEP+	299	56 017	X000638
P- A -P Front de Mer	SEGPA+ULIS+REP	380	77 342	X000639
P- A-P Jules. MICHELET	ULIS	262	47 244	X000640
POINTE- NOIRE Courbaril	REP	273	51 264	X000641
PORT-LOUIS	ULIS	251	44 099	X000642
STE-ANNE Eugène. YSSAP	SEGPA+ULIS	889	121 199	X000643
STE-ANNE O. R. DECORBIN	ULIS	386	63 542	X000644
SAINT-CLAUDE Rémy, NAINSOUTA	SEGPA+ULIS	533	85 491	X000645
SAINT-FRANÇOIS Alexandre, MACAL	ULIS	660	95 056	X000646
SAINT-LOUIS M-G Albert, BACLET	SEGPA+ULIS	133	35 188	X000647
SAINTE-ROSE Bébel	SEGPA+ULIS	564	92 339	X000649
SAINTE-ROSE Bois Rada	REP	448	76 130	X000650
LES SAINTES Archipel des Saintes		87	25 341	X000651
TROIS-RIVIERES Les Roches Gravées	SEGPA+ULIS	408	67 981	X000652
VIEUX-HABITANTS Suze ANGELY	ULIS+RELAIS	348	59 913	X000653
Totaux		20 109	3 188 102	





N° 2021-8/1ère CP/A 8-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Prise en charge de l'Education Physique et Sportive dans les Collèges d'enseignement public de la Guadeloupe au cours de l'année 2021.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

LANSELME

B.HIRA

J.DESSOUT

M.AVRIL

F-L.BERNIS

M.BERNARD

M-L.BRESLAU M.CITRONNELLE

M.SIGISCAR

Représenté C.BAJAZET

C.CHALUS

F.MICHELY C.LERUS

B.MORNAL H-P.RAMDINI

I.DARTRON

Absent(es):

E.CALIFER

I.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

J.MARC

M.ETZOL

D.DULAC

L.GALANTINE

B.RODES N.ERDAN

R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU l'Avis favorable de la Commission Enseignement Constructions et Œuvres Scolaires du 16/11/2020;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210204-DE-1CP-8-DE Date de télétransmission : 08/02/2021 Date de réception préfecture : 08/02/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'allouer une dotation de CINQ CENT TRENTE CINQ MILLE SIX CENT SOIXANTE SEIZE EUROS (535 676 €) dans les conditions fixées au tableau annexé à la présente délibération, pour la prise en charge de l'Education Physique et Sportive dans les collèges publics d'enseignement de la Guadeloupe au cours de l'année 2021.

<u>ARTICLE 2</u>: D'imputer la dépense au Chapitre 65738/28 Ligne de crédit 2639 du Budget Départemental de 2021.

ARTICLE 3: Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

well-lincertin

SUBVENTION COMPLEMENTAIRES DE FONCTIONNEMENT POUR LES DEPENSES LIEES A LA PRATIQUE DE L'E.P.S ET DES ACTIVITES DE PLEINE NATURE EXERCICE 2020-2021

COLLEGES	NATURE DE L'ACTIVITES	MONT	ANT	TOTAL	ENGAGEMENT	
		TRANSPORT	LOCATION			
ABYMES Aurélie LAMBOURDE	Natation 6e & APPN 3e (voile)	8841€	17 037 €	25 878 €	X000664	
ABYMES Alexandre ISAAC	Natation 6e & APPN 3e (Voile)	7608€	13 392 €	21 000 €	X000665	
ABYMES-Cité Scolaire d'Ex. Sport.	APPN 3e (Kayak)	-€	0€	-€		
ABYMES RAIZET	Natation 6e & APPN 3e (voile)	7329€	13 571 €	20 900 €	X000666	
ABYMES St JOHN PERSE	Natation 6e & APPN 3e (voile, Kayak et Gym)	18048€	11952€	30 000 €	X000667	
ANSE-BERTRAND Fernand-BALIN	Natation 6e & APPN 3e (suf)	5911€	7 089 €	13 000 €	X000668	
BAIE-MAHAULT M. SATINEAU	Natation 6e & APPN 3e (voile & Kayak)	4724€	18 216 €	22 940 €	X000671	
BAIE-MAHAULT Gourdeliane	Natation 6e & APPN 3e (Kayak)	3 615 €	14385€	18 000 €	X000679	
BAILLIF Jean-JAURES	Natation 6e e APPN 3E (Kayak, Plongée)	2940€	9 060 €	12 000 €	X000680	
BASSE-TERRE Joseph. PITAT	Natation 6e APPN 3e (Voile & kayak)	2 444 €	6 185 €	8 629 €	X000681	
BOUILLANTE F. BOUILLANTE	Natation 6e & APPN 3e (kayak)	2 409 €	3 591 €	6 000 €	X000682	
CAPESTERRE B-EAU G. SAINT-RUF	Natation 6ème & APPN 3ème(kayak & voile	13 221 €	11779€	25 000 €	X000683	
CAPESTERRE B-EAU S. TELCHID	Natation 6ème	-€	0€	-€		
CAPESTERRE DE M/G N. MANDELA	Natation 6e APPN 3e (kayak)	7 252 €	1 487 €	8 739 €	X000684	
DESHAIES Félix Aladin FLEMIN	Natation 6e & APPN 3e (kayak)	1680€	5 320€	7 000 €	X000685	
DESIRADE Maryse CONDE	Natation et APPN 3e (Kayak & voile)	2 800 €	1200€	4 000 €	X000693	
GOSIER Edmond BAMBUCK	Natation et APPN3e (Course d'Orientation)	- €	0€	-€		
GOURBEYRE Richard SAMUEL	Natation 6ème & APPN 3ème (voile)	3 338 €	8 262 €	11 600 €	X000694	
GOYAVE MATELIANE	Natation 6e à 3e & APPN 3e (voile & kayak)	1743€	4775€	6 518 €	X000695	
GRAND-BOURG Gaston CALMET	Natation 6e à 3e & APPN 3e(kayak & c. d'orientation	9 026 €	2 270 €	11 296 €	X000697	
LAMENTIN Appel du 18 Juin	Natation 6e et SEGPA & APPN 3e (kayak)	8 540 €	13 460 €	22 000 €	X000698	
MORNE-A-L'EAU Ch. DE GAULLE	Natation 6e & SEGPA & APPN 3e (kayak)	5 990 €	5 900 €	11 890 €	X000699	
MOULE Général De GAULLE	Natation 6e & APPN 3e (kayak & c. d'orientation)	5 243 €	9757€	15 000 €	X000700	
MOULE Guenette	Natation 6e & APPN 3e (Kayak)	2 556 €	5 604 €	8 160 €	X000701	
PETIT-BOURG Félix EBOUE	Natation 6e & APPN 3e (kayak)	11 279 €	13 721 €	25 000 €	X000702	
PETIT -CANAL M. VRECORD	Natation 6e	1721€	719€	2 440 €	X000703	
POINTE-A-PITRE Sadi CARNOT	Nataion 6e & APPN 3e (kayak)	12 280 €	7720€	20 000 €	X000704	
POINTE-A-PITRE N. De KERMADEC	Natation 6e & Plaine de Jeux G/Camp	7 066 €	2 234 €	9 300 €	X000705	
POINTE-A-PITRE FRONT-DE-MER	Natation 6e & SEGPA & APPN 3e (kayak)	1 022 €	5 978 €	7 000 €	X000706	
POINTE-A-PITRE Jules MICHELET	Natation 6e & APPN 3e (kayak & c. d'orientation)	15 662 €	2 448 €	18 110 €	X000692	
POINTE-NOIRE Courbaril	Natation 6e & APPN 3e (kayak)	19 427 €	5 573 €	25 000 €	X000708	
PORT-LOUIS La Piéta	Natation 6e & APPN 3e (kayak)	1 200 €	0€	1 200 €	X000709	
SAINTE-ANNE Eugène YSSAP	APPN 3e (kayak & (voile & Course d'Orientation)	2 119 €	8 681 €	10 800 €	X000711	
SAINTE-ANNE O. Rame DECORBIN	Nataion 6e & APPN 3e (voile, sports collectifs)	12 254 €	7 680 €	19 934 €	X000712	
SAINT-CLAUDE R. NAINSOUTA	Natation 6e & SEGPA, APPN 3e (kayak & voile)	3-722 €	12 278 €	16 000 €	X000713	
SAINT-FRANCOIS. MACAL	Natation 6e & APPN 3e (voile)	1 369 €	14 631 €	16 000 €	X000714	
SAINT-LOUIS A, Baclet SAINT-L-M/G		- €		4516€		
SAINTE-ROSE BEBEL	Natation 6e & SEGPA, APPN 3e (kayak)	- €	19 000 €	19 000 €	X000716	
SAINTE-ROSE Bois RADA	Natation 6e & APPN 3e (kayak)	6 551 €				
ARCHIPEL des SAINTES	Natation 6ème et APPN 3e (Kayak et voile)	1 224 €		The second secon		
TROIS-RIVIERES les Roches Gravée		5 064 €		100 To 100 A 100 TO 100		
VIEUX-HABITANTS Suse ANGELY	Natation 6e & APPN 4e & 3e (kayak)	3 261 €				
TOTAL GENERAL		The second secon	305 197 €	535 676 €		



N° 2021-9/1ère CP/A 9-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE **DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

OBJET:. Subventions d'équipements aux Collèges d'enseignement public de la Guadeloupe au titre de l'exercice 2021.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.ANSELME

B.HIRA

J.DESSOUT

M.AVRIL

F-L.BERNIS M-L.BRESLAU

M.BERNARD M.SIGISCAR

M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET

C.CHALUS

F.MICHELY **C.LERUS**

B.MORNAL H-P.RAMDINI

J.DARTRON

Absent(es):

E.CALIFER

J.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

J.MARC

M.ETZOL

D.DULAC

B.RODES N.ERDAN L.GALANTINE

R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat :

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU l'Avis favorable de la Commission Enseignement Constructions et Œuvres Scolaires du 16/11/2020 ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

DECIDE

ARTICLE 1: Des subventions d'équipement pour un montant de deux cent quatre-vingt dix mille sept cent quarante et un euros (290 741 EUROS) au titre de l'exercice 2021 sont allouées aux Collèges d'Enseignement Publics de la Guadeloupe dans les conditions fixées au tableau ci-annexé.

ARTICLE 2: La dépense est imputable au Chapitre 204 Nature 20431 Fonction 221 Ligne de Crédit 14461 du budget départemental de 2021.

ARTICLE 3 : Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

E PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Seide BORELLINGERTEN

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

BUDGET D'EQUIPEMENT DES COLLEGES EXERCICE 2021

Etablissement	Particularités SEGPA/REP/ULIS/RELAIS	Effectifs total 2020/2021	Montant 2 021	N° ENGAGEMENT	
ABYMES Bourg Aurélie LAMBOURDE	REP	728	10 199	X000249	
ABYMES BOISRIPEAUX Alexandre, ISAAC	SEGPA+ULIS+REP	918	12 595	X000242	
ABYMES EXCELLENCE SPORTIVE	020//// 02/01/10/	98	1 665	X000217	
ABYMES Raizet	SEGPA+ULIS	605	8 911	X000251	
ABYMES GRAND-CAMP Saint John.PERSE	ULIS	635	8 473	X000283	
ANSE-BERTRAND Fernand, BALIN	REP	218	3 938	X000286	
BAIE-MAHAULT Maurice, SATINEAU	RELAIS+ULIS	1067	11 674	X000291	
BAIE-MAHAULT Gourdeliane	ULIS	756	9 2 2 5	X000293	
BAILLIF Jean, JAURES	REP+	277	4 654	X000296	
B-TERRE Joseph. PITAT	SEGPA+ULIS	395	6 429	X000302	
BOUILLANTE Fontaines BOUILLANTES	REP+SEGPA+ULIS	342	6 423	X000305	
CAPESTERRE B-E Sylviane.TELCHID	ULIS	469	6823	X000309	
CAPESTERRE B-E Germain. SAINT-RUF	SEGPA+ULIS+RELAIS+REP	511	8 784	X000310	
CAPESTERRE M-G Nelson, MANDELA	REP	107	2 417	X000313	
DESHAIES Félix.Aladin.FLEMIN	INC!	255	4 104	X000315	
LA DESIRADE Maryse, CONDE	REP	41	1 175	X000318	
LE GOSIER Edmond, BAMBUCK	SEGPA+ULIS	1110	12 291	X000318	
GOURBEYRE Richard, SAMUEL	ULIS	223	3 583	X000320	
	ULIS	312	4 885	X000370	
GOYAVE Matéliane GRAND-BOURG	ULIS	312	5 613	X000370	
			10 327	X000373	
LAMENTIN Appel du 18 Juin	SEGPA+ULIS	786 754	10 350		
MORNE-A -L'EAU Charles de Gaulle	SEGPA+ULIS			X000382	
LE MOULE Guénette	ULIS	628	8 490	X000386	
LE MOULE Général de Gaulle	SEGPA+ULIS	743	10 207	X000390	
PETIT-BOURG Félix. EBOUE	SEGPA+ULIS	979	11 745	X000395	
PETIT-CANAL Maximilien. VRECORD	ULIS	429	6 292	X000396	
P- A -P Sadi. CARNOT	ULIS+RELAIS+REP	491	8 013	X000397	
P- A- P Nestor. de KERMADEC	REP+	299	5 187	X000400	
P- A -P Front de Mer	SEGPA+ULIS+REP	380	7 250	X000404	
P- A-P Jules. MICHELET	ULIS	262	4 3 1 4	X000407	
POINTE- NOIRE Courbaril	REP	273	4 746	X000410	
PORT-LOUIS	ULIS	251	4 076	X000413	
STE-ANNE Eugène. YSSAP	SEGPA+ULIS	889	10 997	X000417	
STE-ANNE O. R. DECORBIN	ULIS	386	5 8 2 9	X000429	
SAINT-CLAUDE Rémy, NAINSOUTA	SEGPA+ULIS	533	7 932	X000433	
SAINT-FRANCOIS Alexandre. MACAL	ULIS	660	8 721	X000435	
SAINT-LOUIS M-G Albert. BACLET	SEGPA+ULIS	and the same of th		X000439	
SAINTE-ROSE Bébel	SEGPA+ULIS	564	8 5 2 1	X000444	
SAINTE-ROSE Bois Rada	REP	448	7 061	X000448	
LES SAINTES Archipel des Saintes		87	1 889	X000450	
TROIS-RIVIERES Les Roches Gravées	SEGPA+ULIS	408	6 305	X000456	
VIEUX-HABITANTS Suze ANGELY	ULIS+RELAIS	348	5 500	X000459	
Totaux		20 109	290 741		



N° 2021-11/1ère CP/A 11-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Avenant n°1 au maché - n° 2020A003N022 Missions d'ingénierie et d'études relatives aux infrastructures et ouvrages départementaux

LOT N°5 BÂTIMENT - 4ÉME ATTRIBUTAIRE

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Mme Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

P	r	é	S	e	n	t(e	S):	
_		_				_				

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.ANSELME

B.HIRA

J.DESSOUT

M.AVRIL M.BERNARD F-L.BERNIS M-L.BRESLAU

M.SIGISCAR

M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET **F.MICHELY** **C.CHALUS**

B.MORNAL H-P.RAMDINI

C.LERUS J.DARTRON

Absent(es):

E.CALIFER

J.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

I.MARC

M.ETZOL **B.RODES** D.DULAC

L.GALANTINE

R.RAUZDUEL N.ERDAN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi nº82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi nº83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

DECIDE

ARTICLE 1: De passer un avenant n°1 au marché n° 2020A003N022, signé avec le groupement conjoint EURL LAURENT LAVALL /AP6/ SIPE, relatif à la réalisation de MISSIONS D'INGENIERIE ET D'ETUDES RELATIVES AUX INFRASTRUCTURES ET OUVRAGES DEPARTEMENTAUX, qui valide le remplacement du membre défaillant - SOCIETE AP6 suite à sa liquidation judiciaire et modifie la composition du groupement comme suit :

EURL LAURENT LAVAL - *Mandataire solidaire* 9, tour Massabielle - **97110 POINTE-A-PITRE**

Tel: 0590 89 81 03 - Fax: 0590 21 53 80 Naf: 7111Z - SIRET: 499 740 348 000 28

E Mail: l.lavall@free.fr

NOVAM INGENIERIE

1, rue Newton - 85300 CHALLANS

Tél: 02 51 93 51 95 E Mail: contact@novamingenierie.com SIPE

N°21 Lot. Bétania-Pointe Lynch 97231 LE ROBERT-MARTINIQUE

> Tél: 0696 36 24 82 Naf: 7112 B

SIRET: 832 231 799 000 12 E Mail: sipe972@orange.fr

ARTICLE 2 : D'autoriser Madame le Président du Conseil départemental à signer l'avenant n°1 au

marché conclu avec le groupement conjoint EURL LAURENT LAVALL/NOVAM

INGENIERIE/ SIPE.

ARTICLE 3 : De donner mandat à Madame le Président du Conseil Départemental pour suivre

l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

MME LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Leite BORBL-LINCERTIN



N° 2021-12/1ère CP/A 12-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

<u>OBJET</u>: Fonds exceptionnel d'investissement 2021 – Dragage du bassin et de la passe d'entrée du port départemental de Port-Louis

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.ANSELME

B.HIRA

I.DESSOUT

M.AVRIL M.BERNARD F-L.BERNIS M-L.BRESLAU

M.SIGISCAR

M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET

C.CHALUS

F.MICHELY C.LERUS B.MORNAL

COLLINOS

H-P.RAMDINI

J.DARTRON

Absent(es):

E.CALIFER

J.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

J.MARC

M.ETZOL

D.DULAC

CALANTINE

B.RODES N.ERDAN L.GALANTINE

R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n° 2015-15/2èmeR/A2-B2 du 2 avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210204-DE-1CP-12-DE Date de télétransmission : 08/02/2021 Date de réception préfecture : 08/02/2021

DECIDE

ARTICLE 1:

D'APPROUVER le bilan global de l'opération de dragage de la passe d'entrée et du bassin du port départemental de Port-Louis à hauteur de 1 300 000,00 € ainsi que le plan de financement suivant :

- Etat - FEI 2021 (50,00%):

650 000,00 €

- CONSEIL DÉPARTEMENTAL (50,00%):

650 000,00 €

ARTICLE 2:

D'AUTORISER Madame le Président du Conseil Départemental à solliciter un cofinancement Etat au titre du Fonds exceptionnel d'investissement (FEI) 2021 à hauteur de 650 000 €

ARTICLE 3:

D'IMPUTER la dépense correspondante au Budget Départemental – Enveloppe 25364 - Imputation 23 / 23153 au titre des travaux Plan de relance du port de Port-Louis

ARTICLE 4:

D'AUTORISER Madame le Président du Conseil Départemental à signer la convention correspondante ainsi que toutes les pièces relatives à la bonne conclusion de cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

LE PRÉSIDENT DU CONSEI/DÉPARTEMENTAL,



N° 2021-13/1ère CP/A 13-B1

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ффф

OBIET: Travaux de réparation du bâtiment de l'Artchipel dans le cadre du Plan de relance/Convention financière de partenariat entre l'Etat et le Conseil départemental de la Guadeloupe

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.ANSELME

B.HIRA

J.DESSOUT

M.AVRIL M.BERNARD

F-L.BERNIS M-L.BRESLAU

M.SIGISCAR

M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET F.MICHELY C.LERUS

C.CHALUS B.MORNAL

H-P.RAMDINI

J.DARTRON

Absent(es): **E.CALIFER** M.ETZOL

I.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

D.DULAC

B.RODES

L.GALANTINE

I.MARC

R.RAUZDUEL

N.ERDAN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,



DECIDE

ARTICLE 1: D'approuver la convention financière entre l'Etat et le Conseil départemental de la

Guadeloupe dans le cadre du plan de relance pour les travaux de rénovation de l'Artchipel, Scène nationale de la Guadeloupe octroyant au Département une

subvention de 1 300 000 €.

ARTICLE 2 : Les crédits nécessaires à la mise en œuvre de cette convention sont inscrits au chapitre

23/231314/311 « Travaux de Bâtiments Scène nationale » du budget départemental

PRESIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

2021.

ARTICLE 3: Madame le Président du Conseil départemental est autorisée à signer toute pièce

nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE



N° 2021-14/1ère CP/A 14-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**

OBJET: Partenariat Culturel avec le Goupe MANIOUKANI

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.ANSELME

B.HIRA

J.DESSOUT

M.AVRIL M.BERNARD M.SIGISCAR F-L.BERNIS M-L.BRESLAU

M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET

C.CHALUS

F.MICHELY

B.MORNAL

C.LERUS

H-P.RAMDINI

J.DARTRON

Absent(es):

E.CALIFER

J.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

M.ETZOL

D.DULAC

L.GALANTINE

J.MARC

B.RODES N.ERDAN

R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU le Code du patrimoine.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du O2 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210204-DE-1CP-14-D Date de télétransmission : 08/02/2021 Date de réception préfecture : 08/02/2021

DECIDE

<u>ARTICLE 1:</u> D'approuver la convention-cadre développement culturel entre le Groupe Manioukani et le Conseil départemental et son annexe relatif à la poterie Fidelin.

ARTICLE 2 : Mandat est donné à Mme Le Président du Conseil Départemental pour la signature de la présente convention-cadre, les autres conventions spécifiques qui en découleront et tout acte relatif à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRE

Aurélien ABAILLE

É PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,



DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Avenant n°2 au marché AO N°2019A010N024-Lot n°5 "Traductions et Iconographies" relatif à la réalisation de prestations muséo-scénographiques, audiovisuelles et multimédia pour l'exposition permanente du pays de la canne à Beauport et l'exposition évocatrice des ambiances et espaces de vie dans la maison de l'usinier de Beauport. (Port-Louis - Guadeloupe).

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

M.AVRIL

B.HIRA F-L.BERNIS **I.DESSOUT**

M.BERNARD M.SIGISCAR

M-L.BRESLAU M.CITRONNELLE

Représenté C.BAJAZET **F.MICHELY**

C.CHALUS B.MORNAL H-P.RAMDINI

C.LERUS

J.DARTRON

Absent(es):

E.CALIFER

J.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

M.ETZOL **B.RODES**

D.DULAC

J.MARC

L.GALANTINE N.ERDAN R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code du Patrimoine

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-115/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210204-DE-1CP-15-D Date de télétransmission : 08/02/2021 Date de réception préfecture : 08/02/2021

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

DECIDE

Article 1: D'approuver la passation de l'avenant n°2 au marché A0 N°2019A010N024-Lot n°5 "
Traductions et Iconographies" relatif à la réalisation de prestations muséoscénographiques, audio-visuelles et multimédia pour l'exposition permanente du
pays de la canne à Beauport dans le bâtiment 38 et l'exposition évocatrice des
ambiances et espaces de vie dans la maison principale de Beauport – Port-Louis –
Guadeloupe (Avenant n°2 annexé à la présente délibération).

<u>Article 2</u>: D'imputer la dépense correspondante au chapitre 011/611/312 « Achat de prestations de service sur le site de Beauport » du Budget Départemental 2021.

<u>Article 3</u>: D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE



N° 2021-16/1ère CP/A 16-B1

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

OBJET: Organisation de la 1ere Biennale Intercontinentale d'Art Contemporain de la Guadeloupe

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

B.ROBERT LAMPONI

J.ANSELME

A.ABAILLE **B.HIRA**

I.DESSOUT

M.AVRIL

F-L.BERNIS

M.BERNARD M.SIGISCAR

M-L.BRESLAU M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET

C.CHALUS

F.MICHELY

B.MORNAL

C.LERUS

H-P.RAMDINI

J.DARTRON

Absent(es):

E.CALIFER

J.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

I.MARC

M.ETZOL

D.DULAC

B.RODES N.ERDAN L.GALANTINE

R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

- ARTICLE 1: De prendre en charge toutes les dépenses relatives à la mise en œuvre de la Biennale de février 2021 à mai 2021.
- ARTICLE 2 : De prendre en charge les dépenses et indemnités de résidence relatives aux artistes Glenda Leòn, Arnaud Cohen, David Damoison, Marcos Lora Read et Cheick Diallo (hébergement, restauration, location de voiture et per-diem de chaque artiste)
- **ARTICLE 3**: De prendre en charge les frais de transport aller-retour en avion pour les artistes suivants:
 - Glenda Leòn: 1 billet d'avion AR La Havanne/Pointe-à-Pitre
 - Arnaud Cohen: 1 billet d'avion AR Paris/Pointe-à-Pitre
 - David Damoison: 1 billet d'avion AR Paris/Pointe-à-Pitre
 - Marcos Lora Read: 1 billet d'avion AR Saint-Domingue/Pointe-à-Pitre
 - Cheick Diallo: 1 billet d'avion AR Bamako/Pointe-à-Pitre
- ARTICLE 4: De prendre en charge les frais de mission et de direction artistique de Monsieur Simon NJAMI et les frais de co-commissariat d'exposition de Monsieur Chris Cyrille. Ceci inclut :
 - 3 billets d'avion AR Paris/Pointe-à-Pitre au bénéfice de M. Simon NJAMI
 - 1 billet d'avion AR Paris/Pointe-à-Pitre au bénéfice de M. Chris Cyrille
 - l'hébergement, la location de voiture et les frais de restauration
- ARTICLE 5 : De valider le principe de remplacer un artiste empêché de participer au programme de résidences d'artistes de l'Habitation La Ramée, par un autre artiste.
- ARTICLE 6 : De prendre en charge la commande d'une préfiguration de la réhabilitation de l'Institut Régional de Pêche et de Marine (IRPM).
- ARTICLE 7 : De prendre en charge la traduction en anglais, espagnol et créole des premiers textes à visée informative et communicationnelle.
- ARTICLE 8 : D'approuver le contrat de direction artistique et éditoriale et les conventions afférentes à la mise en œuvre de cette opération.
- ARTICLE 9: D'imputer les dépenses aux chapitres 011 natures suivantes : 6188 « Résidences d'artistes », « Programmation culturelle DACP », »Prestations de services Biennale Art Contemporain», « Actions en direction des publics spécifiques » ; 6236 « Publication Patrimoine », « Réalisation supports de communication » ; 6245 « Frais de transports au bénéfice de tiers » ; 6574 « Subventions aux associations culturelles » du budget départemental 2021.
- ARTICLE 10 : De donner mandat à Madame le Président du Conseil départemental pour l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces s'y rapportant.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

. .

ESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



N° 2021-17/1ère CP/A 17-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Fourniture de vaccins pour la Sous-Direction de la protection maternelle, infantile et de la santé

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Mme Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A:ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.ANSELME

B.HIRA

J.DESSOUT

M.AVRIL

F-L.BERNIS

M.BERNARD

M-L.BRESLAU

M.SIGISCAR

M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET F.MICHELY **C.CHALUS**

C.LERUS

B.MORNAL H-P.RAMDINI

I.DARTRON

Absent(es): **E.CALIFER**

I.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

I.MARC

M.ETZOL

D.DULAC

B.RODES

L.GALANTINE

N.ERDAN

R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi nº82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi nº83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU la décision de la commission d'appel d'offres en date du vendredi 08 janvier 2021;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

ARTICLE 1 : D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à signer avec les Sociétés citées ci-dessous, les accords-cadres à bons de commande, avec montant minimum et sans montant maximum, relatifs à la fourniture de vaccins pour la sous-direction de la protection maternelle, infantile et de la santé :

	LOTS CONCERNES / TITULAIRES					
LOT N°1	VACCIN HEXAVALENT DT POLIO-CA-HEP B					
	* SANOFI PASTEUR EUROPE					
	VACCIN TRIVALENT ROUGEOLE OREILLONS RUBÉOLE					
LOT N°2	* LABORATOIRE GLAXOSMITHKLINE					
ezeryeyanın sındındır etran ili nelyeli kulatı	VACCIN PNEUMOCOCCIQUE POLYOSIDIQUE CONJUGUE 13 VALENT					
LOT N°3	* PFIZER SAS					
LOT N°4	VACCIN MENINGOCOCCIQUE POLYOSIDIQUE DU GROUPE (CONJUGUE, ADSORBE)					
	* PFIZER SAS					

ARTICLE 2 : D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental, en cas de défaillance De l'attributaire dans la production des documents requis (attestations sociales et fiscales, attestation justifiant l'absence d'interdiction de soumissionner), à signer le marché avec le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3: D'imputer la dépense au Budget départemental.

- Enveloppe 317 - Chapitre 011 - Nature 60662 - Fonction 42.

ARTICLE 4 : De donner mandat à Madame le Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération et signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

,

SIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



N° 2021-18/1ère CP/A 18-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Convention RESAH

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.DESSOUT

J.ANSELME

B.HIRA

M.AVRIL

F-L.BERNIS

M.BERNARD

M-L.BRESLAU

M.SIGISCAR

M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET F.MICHELY **C.CHALUS**

B.MORNAL

C.LERUS

H-P.RAMDINI

J.DARTRON

Absent(es):

E.CALIFER

J.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

J.MARC

M.ETZOL **B.RODES**

D.DULAC

N.ERDAN

L.GALANTINE R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi nº82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi nº 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210204-DE-1CP-18-DE Date de télétransmission : 08/02/2021 Date de réception préfecture : 08/02/2021

DECIDE

- ARTICLE 1 : De conclure avec le GIP RESAH une convention de service d'achat centralisé pour la fourniture de services opérés de télécommunications et prestations associées objet de l'accord-cadre n°2020-005
- <u>ARTICLE 2</u>: D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à signer toutes les pièces concernant cette affaire.

E PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Jakato BOREL-LINCERTEN

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

0 0



N° 2021-22/1ère CP/A 22-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

B.ROBERT LAMPONI

I.DESSOUT

<u>OBJET</u>: Prorogation de la convention cadre pluriannuelle d'objectifs 2017-2019 pour le dispositif régional d'accompagnement des structures d'insertion par l'activité économique (DRA -SIAE) jusqu'au 31 mai 2021.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): A.ABAILLE

J.ANSELME B.HIRA
M.AVRIL F-L.BERNIS

M.AVRIL F-L.BERNIS
M.BERNARD M-L.BRESLAU
M.GITRONNELLI

M.SIGISCAR M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET C.CHALUS
F.MICHELY B.MORNAL
C.LERUS H-P.RAMDINI

J.DARTRON

Absent(es):

E.CALIFER J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE M.ETZOL D.DULAC J.MARC

B.RODES L.GALANTINE
N.ERDAN R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi nº 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

 ${f Vu}$ la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

VU la délibération du Conseil Départemental n° 2015-15/2ème R/A2-B2 du 2 avril 2015 donnant délégation de compétence à la Commission Permanente ;

VU le Programme Départemental d'Insertion adopté le 12 février 2019

VU la délibération du Conseil Départemental n° 2019-134/4ème CP/A2-b1, portant prorogation de la convention cadre pluriannuelle d'objectifs 2017-2019 pour l'accompagnement des structures d'insertion par l'activité économique en Guadeloupe.

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental ;

RÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

DECIDE

ARTICLE 1: D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer l'avenant à la convention cadre pluriannuelle d'objectifs 2017-2019 pour le dispositif d'accompagnement régional de l'Insertion par l'activité économique, en vue de sa prorogation jusqu'au 31 mai 2021.

ARTICLE 2 : De donner mandat à Madame le Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE



N° 2021-23/1ère CP/A 23-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE **DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

OBJET: Renouvellement de l'adhésion du Conseil Départemental de la Guadeloupe à l'association Alliance Villes Emploi (AVE) en vue de l'utilisation du logiciel «Clause» - Année 2021 -.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.ANSELME

B.HIRA

J.DESSOUT

M.AVRIL M.BERNARD M.SIGISCAR

F-L.BERNIS M-L.BRESLAU

M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET

C.CHALUS

F.MICHELY **CLERUS**

B.MORNAL

J.DARTRON

H-P.RAMDINI

Absent(es):

E.CALIFER

I.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

M.ETZOL

D.DULAC

J.MARC

B.RODES N.ERDAN L.GALANTINE R.RAUZDUEL

Vu la loi n°82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et liberté des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

Vu le Code Général des collectivités territoriales;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ; Vu la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2ER/A2-B2 du 2 Avril 2015 donnant délégation

de compétences à la commission permanente; Vu le Programme Départemental d'Insertion 2019-2021 adopté le 12 février 2019

Vu le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210204-DE-1CP-23-DE Date de télétransmission : 08/02/2021 Date de réception préfecture : 08/02/2021

RÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Jacite BOREL-LINCERTEN

DECIDE

- ARTICLE 1: De renouveler l'adhésion du Conseil Départemental de la Guadeloupe à l'association Alliance Villes Emploi (AVE) au titre de l'année 2021, afin d'utiliser le logiciel « Clause. », édité par la société Cityzen du Groupe UP.
- ARTICLE 2: D'acquitter la cotisation correspondant à cette adhésion s'élevant à 2 356,78 € (deux mille trois cent cinquante-six euros et soixante-dix-huit centimes). Les crédits sont inscrits au chapitre 017 nature 6514 fonction 564 LC 23 077 du budget départemental 2021.
- **ARTICLE 3 :** De donner mandat au président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

36



CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE

N° 2021-24/1ère CP/A 24-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

中中中

OBJET: Adhésion à l'association Réseau des Collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES).

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

I.ANSELME

B.HIRA

I.DESSOUT

M.AVRIL

F-L.BERNIS M-L.BRESLAU

M.BERNARD M.SIGISCAR

M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET **F.MICHELY C.LERUS**

C.CHALUS

B.MORNAL

J.DARTRON

H-P.RAMDINI

Absent(es):

E.CALIFER

I.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

M.ETZOL

D.DULAC

J.MARC

B.RODES N.ERDAN L.GALANTINE R.RAUZDUEL

Vu la loi n°82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et liberté des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

Vu le Code Général des collectivités territoriales;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2ER/A2-B2 du 2 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la commission permanente;

Vu le Programme Départemental d'Insertion 2019-2021 adopté le 12 février 2019

Vu le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

ozeite BOREL-LINCERTIN

DECIDE

- ARTICLE 1: D'autoriser le renouvellement de l'adhésion du Département de la Guadeloupe à l'association «Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES)» pour l'année 2021.
- ARTICLE 2: D'acquitter la cotisation d'un montant de 2 500 € (Deux mille cinq cents euros) pour l'année 2021. Les crédits sont inscrits au chapitre 017 nature 6514 fonction 564 LC 23077 du budget départemental 2021.
- **ARTICLE 3 :** De donner mandat au président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

28



N° 2021-25/1ère CP/A 25-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Contribution à la mise en oeuvre d'un Jardin Collectif Solidaire portée par l'association «BWA KAPAB»

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.ANSELME

B.HIRA F-L.BERNIS J.DESSOUT

M.AVRIL M.BERNARD M.SIGISCAR

M-L.BRESLAU M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET **F.MICHELY** C.CHALUS **B.MORNAL**

C.LERUS

H-P.RAMDINI

J.DARTRON

Absent(es):

E.CALIFER

J.SAPOTILLE D.DULAC

R.SENNEVILLE

J.MARC

M.ETZOL **B.RODES**

L.GALANTINE

N.ERDAN

R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210204-DE-1CP-25-DE Date de télétransmission : 08/02/2021 Date de réception préfecture : 08/02/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'attribuer une subvention de 5 000,00 € (CINQ MILLE EUROS) à la l'association BWA KAPAB

 $\underline{\textbf{ARTICLE 2}}: \textbf{D'imputer la dépense au chapitre 017/Article 6574/du budget départemental 2021}.$

<u>ARTICLE 3</u>: De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération et signer toutes les pièces y afférentes.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL.

CPEL-LINCERIEN



N° 2021-26/1ère CP/A 26-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**

OBJET: Association MA. SERVICE PLUS « Pouvoir d'agir ensemble /agissons pour le mieuxêtre des familles »

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

: Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.ANSELME

B.HIRA

I.DESSOUT

M.AVRIL M.BERNARD F-L.BERNIS M-L.BRESLAU

M.SIGISCAR

M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET **F.MICHELY C.LERUS**

C.CHALUS B.MORNAL H-P.RAMDINI

I.DARTRON

Absent(es):

E.CALIFER M.ETZOL

I.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

J.MARC

B.RODES N.ERDAN D.DULAC L.GALANTINE R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales; VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU~ la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

ARTICLE 1: D'allouer à l'association MA. Service Plus, une subvention de 3 000,00 € (TROIS MILLE EUROS) à titre de contribution à la mise en œuvre de l'action « Pouvoir d'agir ensemble /agissons pour le mieux-être des familles »

ARTICLE 2: D'imputer la dépense au chapitre 017/Article 6574/58 du budget départemental 2020.

ARTICLE 3 : De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération et signer toutes les pièces y afférentes.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,





N° 2021-27/1ère CP/A 27-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**

OBJET: Prestations d'assistance et de suivi de travaux au profit de bénéficiaires du dispositif d'aide pour les travaux prioritaires d'amélioration de l'habitat

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Mme Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.ANSELME

B.HIRA

F-L.BERNIS

I.DESSOUT

M.AVRIL M.BERNARD M-L.BRESLAU

M.CITRONNELLE M.SIGISCAR

Représenté

C.BAJAZET

C.CHALUS

F.MICHELY

B.MORNAL

C.LERUS

H-P.RAMDINI

I.DARTRON

Absent(es):

E.CALIFER M.ETZOL

I.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

J.MARC

B.RODES

D.DULAC

L.GALANTINE

N.ERDAN

R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU la décision de la commission d'appel d'offres en date du vendredi 22 Décembre 2020;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

ARTICLE 1: D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à signer avec les Sociétés citées ci-dessous, les accords-cadres à bons de commande, avec montant minimum et sans montant maximum, relatifs à la réalisation de prestations d'assistance et de suivi de travaux au profit de bénéficiaires du dispositif d'aide pour les travaux prioritaires d'amélioration de l'habitat.

	ATTRIBUTAIRES		
1 ^{ER} ATTRIBUTAIRE Volume commande annuelle 40% du marché	2 ^{еме} ATTRIBUTAIRE Volume commande annuelle 35% du marché	3 ^{EME} ATTRIBUTAIRE Volume commande 25% du marché	
SCA RENOV'BAT OUTREMER	ARFI SARL	LTC SARL	

ARTICLE 2: D'imputer la dépense au Budget départemental.

Enveloppe 14888 - Chapitre 011 - Nature 62268 - Fonction 72

ARTICLE 3: De donner mandat à Madame le Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération et signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Totale BOREL-LINCERTE



N° 2021-28/1ère CP/A 28-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Avenant aux marchés de location longue durée de véhicules neufs maintenance comprise pour les services du Conseil Départemental de la Guadeloupe

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.ANSELME

B.HIRA

J.DESSOUT

M.AVRIL M.BERNARD

F-L.BERNIS M-L.BRESLAU

M.SIGISCAR

M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET

C.CHALUS

F.MICHELY

B.MORNAL

C.LERUS

H-P.RAMDINI

J.DARTRON

Absent(es):

E.CALIFER

I.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

I.MARC

M.ETZOL

D.DULAC

B.RODES

L.GALANTINE

N.ERDAN

R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et notamment ses articles 78 et 80 à 87;

VU la nécessité d'assurer la continuité de service public départemental;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

<u>ARTICLE 1</u>: De passer avec la société CAMA SAS RENAULT ENTREPRISES un avenant de prorogation allant jusqu'au 25 avril 2021 pour les marchés suivants:

- Marché N° 2017/004/06: Location longue durée de véhicules neufs maintenance comprise pour le Conseil Départemental - Lot 1: Véhicules type berlines 5 places - segment M2 110 à 130 CV DIN motorisation essence ou diésel (8)
- Marché N° 2017/004/07: Location longue durée de véhicules neufs maintenance comprise pour le Conseil Départemental - Lot 2: Véhicules type berlines 5 places - segment M1 110 à 120 CV DIN motorisation essence ou diésel (18)
- Marché N° 2017/004/08: Location longue durée de véhicules neufs maintenance comprise pour le Conseil Départemental Lot 3: Véhicules type berlines 5 places segment B2 80 à 100 cv motorisation essence ou diésel (36)
- Marché N° 2017/004/09: Location longue durée de véhicules neufs maintenance comprise pour le Conseil Départemental Lot 4 : Véhicules type Fourgonnettes 5 places segment F1, 80 à 100 CV DIN motorisation diésel
- Marché N° 2017/004/10: Location longue durée de véhicules neufs maintenance comprise pour le Conseil Départemental – Lot 5: Véhicules type Fourgons 2/3 places - segment K2 100 à 110 CV DIN motorisation diésel (3)
- Marché N° 2017/004/11: Location longue durée de véhicules neufs maintenance comprise pour le Conseil Départemental Lot 6 : Véhicules type Camion benne 5/6 places segment K2 100 à 110 CV DIN motorisation diésel (4)

<u>ARTICLE 2</u>: De donner mandat à Mme le Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces y afférentes.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,



N° 2021-29/1ère CP/A 29-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Programme d'aménagements en faveur des modes actifs en Guadeloupe

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.DESSOUT

J.ANSELME M.AVRIL M.BERNARD

M.SIGISCAR

B.HIRA F-L.BERNIS

M-L.BRESLAU M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET F.MICHELY **C.CHALUS B.MORNAL** H-P.RAMDINI

C.LERUS J.DARTRON

Absent(es):

E.CALIFER M.ETZOL

J.SAPOTILLE D.DULAC

R.SENNEVILLE

I.MARC

B.RODES

L.GALANTINE

N.ERDAN

R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210204-DE-1CP-29-D Date de télétransmission : 08/02/2021 Date de réception préfecture : 08/02/2021

DECIDE

<u>ARTICLE - 1</u>: d'approuver le projet et le plan de financement prévisionnel, répartit dans le tableau ci-dessous (euros hors taxes) :

Cofinanceurs	Projet Liaison cyclable de la des-Châteaux, RD commune de Saint-Fra	118	Projet Liaison cyclable Ri Galion – Marina de Sens, RD6, comm Gourbeyre	Rivière-	Total
Porteur de projet	2 330 535,00 €	75%	782 989,00 €	51%	3 113 524,00 €
AFITF - État	768 432,00 €	25%	826 483,00 €	49%	1 594 915,00 €
Total	3 098 967,00 €	100%	1 609 472,00 €	100%	4 708 439,00 €

<u>ARTICLE - 2</u>: d'autoriser Madame le Président du Conseil départemental à solliciter une subvention de l'Etat et de l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France (AFITF) au titre du Fonds mobilités actives, pour un coût global des projets de 4708 439,00 euros hors taxes, dont une dépense subventionnable estimée à 2 658 193,00 euros hors taxes.

<u>ARTICLE - 3</u> : d'autoriser Madame le Président du Conseil départemental à signer l'arrêté correspondant ainsi qu'à assurer l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces y afférentes.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

LE PRÉSIDENT QUI CONSEIL DÉPARTEMENTAL,



CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE

N° 2021-66/2ème CP/A30- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

杂杂杂

OBJET: SUBVENTION A LA SOCIETE CARRE TROPICAL POUR UN JEU DE SOCIETE INTITULE « FON LESPRI COCO »

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL J.MARC M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI A.ABAILLE **E.CALIFER** C.BAJAZET F-L.BERNIS **F.MICHELY** M.SIGISCAR J.DARTRON M.CITRONNELLE **B.HIRA** L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

J.DESSOUT

Absent(es): **J.SAPOTILLE** R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi nº82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi nº83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi nº 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-30-DE Date de télétransmission : 13/04/2021 Date de réception préfecture : 13/04/2021

DECIDE

- ARTICLE 1: De faire l'acquisition de plusieurs exemplaires du jeu FON LESPRI COCO pour un montant global de 10 000 € (DIX MILLE EUROS) afin de les mettre à disposition des collèges de Guadeloupe.
- ARTICLE 2 : Les crédits nécessaires à cette dépense sont inscrits au Chapitre 6574/28 Ligne de Crédit 539 « Subventions Associations Actions Socio-Educatives » du budget 2021.
- ARTICLE 3: De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Nicole ERDAN

Josetha BOREL-LINCERTIN



N° 2021-31/1ère CP/A 31-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

<u>OBJET</u>: CONTRAT DE CONCERGENCE ET DE TRANSFORMATION: Construction d'un restaurant scolaire et d'une salle de sports dans le cadre de la mise aux normes parasismiques du collège Nestor de Kermadec – POINTE-A-PITRE

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Membres composant la Commission Permanente :

n.			LC.	
ы	es	en.	u	es):
	00	CII		Joj.

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.DESSOUT

J.ANSELME M.AVRIL M.BERNARD M.SIGISCAR B.HIRA F-L.BERNIS M-L.BRESLAU M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET F.MICHELY C.LERUS - C.CHALUS B.MORNAL H-P.RAMDINI

I.DARTRON

Absent(es):

E.CALIFER

J.SAPOTILLE D.DULAC R.SENNEVILLE

J.MARC

M.ETZOL B.RODES N.ERDAN D.DULAC L.GALANTINE R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n° 2015-15/2èmeR/A2-B2 du 2 avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

ARTICLE 1:

D'APPROUVER le bilan global de l'opération de travaux de construction d'un restaurant scolaire et d'une salle de sports dans le cadre de la mise aux normes parasismiques du collège **Nestor de Kermadec** à hauteur de **2 500 000 €** ainsi que le plan de financement suivant :

ETAT - CCT (50%):

1 250 000,00 €

- CONSEIL DÉPARTEMENTAL (50%):

1 250 000,00 €

ARTICLE 2:

D'AUTORISER Madame le Président du Conseil Départemental à solliciter un cofinancement Etat au titre du «Contrat de Convergence et de Transformation » à hauteur de 1 250 000 €

ARTICLE 3:

D'IMPUTER la dépense correspondante au Budget Départemental – Enveloppe 21913- Imputation 23 / 231312 au titre des travaux parasismiques au collège Nestor de Kermadec

ARTICLE 4:

D'AUTORISER Madame le Président du Conseil Départemental à signer la convention correspondante ainsi que toutes les pièces relatives à la bonne conclusion de cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Joseph BOREL-LINCERTEN



N° 2021-32/1ère CP/A 32-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: PLAN DE RELANCE: Désamiantage et de réfection des étanchéités des bâtiments et des coursives dans le cadre de la mise aux normes parasismiques du collège Florette MORAND-MORNE-A-L'EAU

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.ANSELME M.AVRIL B.HIRA F-L.BERNIS J.DESSOUT

M.AVRIL M.BERNARD M.SIGISCAR M-L.BRESLAU

M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET F.MICHELY C.CHALUS B.MORNAL H-P.RAMDINI

C.LERUS J.DARTRON

J.DAKT KUN

Absent(es):

E.CALIFER

J.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

J.MARC

M.ETZOL B.RODES D.DULAC L.GALANTINE

N.ERDAN

R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n° 2015-15/2èmeR/A2-B2 du 2 avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

ARTICLE 1:

D'APPROUVER le bilan global de l'opération de désamiantage et de réfection des étanchéités des bâtiments et des coursives dans le cadre de la mise aux normes parasismiques du collège Florette MORAND – MORNE-A-L'EAU à hauteur de **2 100 000 €** ainsi que le plan de financement suivant :

ETAT - PLAN DE RELANCE (50%):

1 050 000,00 €

- CONSEIL DÉPARTEMENTAL (50%):

1 050 000,00 €

ARTICLE 2:

D'AUTORISER Madame le Président du Conseil Départemental à solliciter un cofinancement Etat au titre du « Plan de Relance » à hauteur de 1 050 000 €

ARTICLE 3:

D'IMPUTER la dépense correspondante au Budget Départemental – Enveloppe 23096- Imputation 23 / 231312 au titre des travaux parasismiques au collège de Morne-àl'Eau

ARTICLE 4:

D'AUTORISER Madame le Président du Conseil Départemental à signer la convention correspondante ainsi que toutes les pièces relatives à la bonne conclusion de cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Joseph BORNEL I INCANTIN



N° 2021-33/1ère CP/A 33-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

PLAN DE RELANCE: Confortement parasismique et rénovation énergétique et OBJET: transition écologique de l'Immeuble départemental des Solidarités sis dans le parc de la Préfecture - rue Lardenoy à Basse-Terre

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.ANSELME

B.HIRA

J.DESSOUT

M.AVRIL M.BERNARD M.SIGISCAR

F-L.BERNIS M-L.BRESLAU M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET **F.MICHELY** **C.CHALUS B.MORNAL**

C.LERUS

H-P.RAMDINI

J.DARTRON

Absent(es):

E.CALIFER

I.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

I.MARC

M.ETZOL

D.DULAC

L.GALANTINE

B.RODES N.ERDAN R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n° 2015-15/2èmeR/A2-B2 du 2 avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

ARTICLE 1:

D'APPROUVER le bilan global de l'opération de Confortement parasismique et Rénovation énergétique et transition écologique de l'Immeuble départemental des Solidarités sis dans le parc de la Préfecture à hauteur de **5 500 000** € ainsi que le plan de financement suivant :

ETAT - PLAN DE RELANCE (36,36%):

2 000 000,00 €

- CONSEIL DÉPARTEMENTAL (63,64%):

3500 000,00€

ARTICLE 2:

D'AUTORISER Madame le Président du Conseil Départemental à solliciter un cofinancement Etat au titre du « Plan de Relance » à hauteur de 2 000 000 €

ARTICLE 3:

D'IMPUTER la dépense correspondante au Budget Départemental – Enveloppe 11965- Imputation 23 / 231312 au titre des travaux parasismiques dans les bâtiments départementaux

ARTICLE 4:

D'AUTORISER Madame le Président du Conseil Départemental à signer la convention correspondante ainsi que toutes les pièces relatives à la bonne conclusion de cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



N° 2021-34/1ère CP/A 34-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL **

OBJET: Subvention Exceptionnelle Au Siaeag

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

J.ANSELME

B.HIRA

I.DESSOUT

M.AVRIL

F-L.BERNIS

M.BERNARD M.SIGISCAR

M-L.BRESLAU M.CITRONNELLE

Représenté

C.BAJAZET

C.CHALUS

F.MICHELY

B.MORNAL

C.LERUS

H-P.RAMDINI

J.DARTRON

Absent(es):

E.CALIFER

I.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

I.MARC

M.ETZOL

D.DULAC

B.RODES

L.GALANTINE

N.ERDAN

R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210205-DE-1CP-34-DE Date de télétransmission : 08/02/2021 Date de réception préfecture : 08/02/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'allouer une subvention exceptionnelle de 350 000 € au SIAEAG afin de lui permettre d'assurer la continuité des interventions de réparation et de maintenance du réseau, nécessaires à la distribution de l'eau potable sur son territoire.

ARTICLE 2 : D'imputer la dépense correspondante au chapitre 204 article 204143 du budget départemental.

ARTICLE 3: D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.

<u>ARTICLE 4</u>: mandat est donné au Président du Conseil Départemental pour le suivi et l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

LE PRÉSIDENT QU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



N° 2021-35/1ère CP/A 35-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Avis à donner sur un projet de décret relatif au soutien de certaines cantines scolaires dans le cadre du plan de relance.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présents:

J.ANSELME

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

M.AVRIL

B.HIRA

J.DESSOUT M.CITRONELLE

M.BERNARD

F-. BERNIS

M-L.BRESLAU M.SIGISCAR

Représenté (s):

C.BAJAZET

C.CHALUS

F.MICHELY

B.MORNAL

C.LERUS

H-P.RAMDINI

J.DARTRON

Absents:

E.CALIFER

LSAPOTILLE

R.SENNEVILLE

J.MARC

M.EDZOL

D.DULAC

B.RODES

L.GALANTINE R.RAUZDUEL

N.ERDAN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210204-DE-1CP-35-DE Date de télétransmission : 08/02/2021 Date de réception préfecture : 08/02/2021

SONSEIL DÉPARTEMENTAL,

DECIDE

<u>ARTICLE 1</u>: D'émettre un avis favorable au projet de décret relatif au soutien de certaines cantines scolaires dans le cadre du plan de relance.

ARTICLE 2 : Madame le Président du Conseil Départemental assurera l'exécution de la présente délibération et la signature de toutes pièces y afférentes.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

60



N° 2021-36/1 ere CP/A 36-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL **

OBJET: Projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 04 Février 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présents:

I.ANSELME

A.ABAILLE

B.ROBERT LAMPONI

M.AVRIL

B.HIRA

J.DESSOUT

M.BERNARD

F-. BERNIS

M.CITRONELLE

M.SIGISCAR

M-L.BRESLAU

Représenté (s):

C.BAJAZET

C.CHALUS

F.MICHELY

B.MORNAL

C.LERUS

H-P.RAMDINI

J.DARTRON

Absents:

E.CALIFER

I.SAPOTILLE

R.SENNEVILLE

M.EDZOL

D.DULAC

J.MARC

B.RODES N.ERDAN L.GALANTINE R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210204-DE-1CP-36-DE Date de télétransmission: 08/02/2021 Date de réception préfecture: 08/02/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'émettre un avis favorable au projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

ARTICLE 2 : Madame le Président du Conseil Départemental assurera l'exécution de la présente délibération et la signature de toutes pièces y afférentes.

EPRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Joseph BOREL LINCAUTM

L'UN DES SECRÉTAIRES

Aurélien ABAILLE

62



N° 2021-37/2ème CP/A 1- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

<u>OBJET</u>: Demande de cofinancement européen – P. O. FSE–ETAT 2014-2020 Proposer un appui social individualisé (ASI) aux béneficiaires du RSA présentant des difficultés psychosociales.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI

A.ABAILLE
E.CALIFER
C.BAJAZET
F-L.BERNIS
F.MICHELY
M.SIGISCAR
J.DARTRON
M.CITRONNELLE

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

J.DESSOUT

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant

délégation de compétences à la Commission Permanente ; VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-1-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'approuver les plans de financement des MAPA N°2019A36N093 et N°2020A014N052 intitulés « Proposer un appui social individualisé (ASI) aux bénéficiaires du RSA présentant des difficultés psychosociales» cofinancés par le FSE.

MAPA n°	Coût total	Concours financier FSE	Participation Département
N°2019A36N093	94 358,74€	75 287,00€	19 071,74€
N°2020A014N052	75 950,00€	60 760,00€	15 190,00€
TOTAL	170 308,74 €	136 047,00 €	34 261,00€

ARTICLE 2: D'imputer les dépenses correspondantes au Budget Départemental 2021, chapitre 017 - nature 6568 - fonction 561.

ARTICLE 3: De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération, signer toutes les pièces y afférentes.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-2-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-38/2ème CP/A 2- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

objet: Contribution au fonctionnement de L'Equipe Mobile d'Intervention Sociale Sud Basse Terre gérée par la Croix-Rouge Française.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL I.MARC

A.ABAILLE **E.CALIFER** C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR M-L.BRESLAU J.DARTRON B.ROBERT LAMPONI M.CITRONNELLE **I.DESSOUT**

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

Vu la loi n°82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et liberté des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

Vu le Code Général des collectivités territoriales;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2ER/A2-B2 du 2 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la commission permanente;

Donnant délégation de compétences à la commission permanente ;

Vu le rapport de monsieur le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-2-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'attribuer une subvention de 25 000 € (VINGT CINQ MILLE EUROS) à la CROIX ROUGE Française en soutien au fonctionnement de son équipe mobile d'intervention sociale Sud Basse Terre au titre de l'exercice 2021.

ARTICLE 2: D'imputer ces dépenses au Chapitre 017/ Nature 6574 du Budget Départemental 2021.

ARTICLE 3 : De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



Nº 2021-39/2ème CP/A 3- B1

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

<u>OBJET:</u> Conventions 2021 relatives aux équipes de rue.- *Mise en œuvre de la fiche 2.4.1 du programme départemental d'insertion 2019-2021*

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): A.ABAILLE **J.ANSELME E.CALIFER** C.BAJAZET M.BERNARD F-L.BERNIS M.AVRIL **F.MICHELY** J.MARC M-L.BRESLAU M.SIGISCAR B.ROBERT LAMPONI J.DARTRON M.CITRONNELLE J.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-3-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: De mettre en place des conventions au titre de l'année 2021.

ARTICLE 2: D'allouer aux associations suivantes une subvention annuelle de :

EQUIPE DE RUE	ASSOCIATION GESTIONNAIRE	ACCOMPAGNEMENT SOCIAL MONTANT SUBVENTION	FONCTIONNEMENT MONTANT SUBVENTION
Gosier	FLE A MANGO	31 250 €	190 000,00 €
Pointe-à-Pitre/Abymes	Association d'Aide à l'Enfance et à l'Adolescence (A.A.E.A/SEPSI)	31 250 €	249 000,00 €
Deshaies /Sainte-Rose	ANIMOBILE DU NORD	31 250 €	181 000,00 €
Vieux-Habitants/Sud Basse-Terre	ASSIVAMOND	31 250 €	180 000,00 €

<u>ARTICLE 3</u>: Les crédits nécessaires seront imputés aux chapitres 65 et 017 du Budget Départemental 2021.

ARTICLE 4: De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération, signer toutes les pièces y afférentes.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Joseph ROYAL-LINCRIVIE





CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE

Nº 2021-40/2ème CP/A 4- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Mise en œuvre de la mesure 1.1.4 du PDI 2019/21: Favoriser l'accès à l'enseignement artistique et sportif par le biais du Pas'sport et Art

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

A.ABAILLE Présent(es): J.ANSELME **E.CALIFER** M.BERNARD C.BAJAZET F-L.BERNIS M.AVRIL. F.MICHELY J.MARC M.SIGISCAR M-L.BRESLAU J.DARTRON **B.ROBERT LAMPONI** M.CITRONNELLE **I.DESSOUT**

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): I.SAPOTILLE R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi nº83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ; VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant

délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

DECIDE

<u>ARTICLE 1</u>: D'approuver le nouveau barème de prise en charge individuelle du dispositif d'aide à l'enseignement artistique et sportif en faveur des bénéficiaires du RSA et de leurs ayants droit, annexé au présent rapport.

<u>ARTICLE 2</u>: De verser des subventions aux organismes publics, associations et clubs sollicitant la prise en charge des frais de pratique artistique et sportive de leurs adhérents issus de foyers bénéficiaires du RSA, selon le tableau ci-après:

	Organismes	Nombre d'enfants pris en charge	Montant de la subvention
1	EVIDANSE (Saint-François)	16	7 832,00 €
2	BUDOKAN (Abymes)	1	210,00 €
3	Ecole de Musique et Danse (Petit-Bourg)	11	4 787,40 €
4	LES AMIS DE LA NATATION (Baie-Mahault)	11	2 507,40 €
5	KAZAGWOKA (Anse- Bertrand)	13	4 875,00 €
6	KCWAB (Les Abymes)	8	2 160,00 €
7	Sainte-Rose Tennis Club	3	630,00€
8	Centre culturel Sonis Cap Excellence (Abymes)	2	912,00€
9	Syndicat intercommunal de la piscine - Cap Excellence	2	378,00 €
10	Commune de Pointe-Noire	24	6 444,90 €
11	Judo Club de Sainte-Anne	2	399,00 €
12	La Clé des Arts	2	1 308,80 €
13	CISMAG Marie-Galante	1	120,00€
14	Association « Les Squales » (Abymes)	1	322,50 €

_ 11 = -	TOTAL	120	36 976,30 €
20	Académie Tennis Performance	1	117,00 €
19	Entente Sportive Moulienne section Judo	5	708,75 €
18	Aqua Maeva	2	654,75 €
17	Tibou Taekwondo	3	757,50 €
16	École de danse Franciane JULAN	3	1 041,30 €
15	Association Toutwel (Pointe-Noire)	9	Accuse de réception en prefecture 971-229710017-20210325-DE-20P-4 Date de télétransmission : 29/03/202 Date de réception pérche, 00/04/

<u>ARTICLE 3</u> : D'autoriser le Président à signer les pièces afférentes à cette affaire, pour la mise en œuvre de cette mesure du PDI 2019/21.

<u>ARTICLE 4</u>: D'imputer les dépenses au chapitre 017 / Article 6574 et au Chapitre 017 / Article 65738 du Budget Primitif Départemental 2021.

L'un des secrétaires

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Joseph BOSEL-LINCSPITE





DIRECTION GENERALE DES SERVICES DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SOLIDARITES DIRECTION DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Mesure 1.1.4 PDI 2019/21 Favoriser l'accès à l'enseignement artistique et sportif par le biais du « Pas'sport et Art »

Barème de prise en charge individuelle

I - Enseignement artistique

Tarif annuel des cotisations (hors licence, tenues et matériel)	Prise en charge annuelle Conseil Départemental	Résiduel annuel à la charge de la famille
≤ 100 €	50 %	50%
101 € à 200 €	70%	30%
201 € à 500 €	75%	25%
501 € et plus	80%	20%

II - enseignement sportif

Tarif annuel du Club des cotisations (hors licence, tenues et matériel)	Prise en charge annuelle du Conseil Départemental	Résiduel annuel à la charge de la famille
≤100€	50 %	50 %
101 € à 200 €	60 %	40%
201 à 300 €	70 %	30%
301 € et plus	75%	25%

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-5-1-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-41-1/2ème CP/A5-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**

<u>OBJET</u>: Contribution à la mise en place d'actions de soutien et de lutte contre les exclusions au profit des natifs de Guadeloupe menées par le Comité d'Action Sociale en faveur des Originaires des Départements d'Outre-Mer en Métropole (CASODOM)

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

A.ABAILLE Présent(es): **E.CALIFER LANSELME C.BAJAZET** M.BERNARD F-L.BERNIS M.AVRIL F.MICHELY I.MARC M-L.BRESLAU M.SIGISCAR J.DARTRON B.ROBERT LAMPONI M.CITRONNELLE [.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE

J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-5-1-DE Date de tiélétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE:

ARTICLE 1: D'allouer à l'association CASODOM une subvention globale de 11 500 € (ONZE MILLE CINQ CENT EUROS) se répartissant de la manière suivante :

- 10 000 euros à titre de contribution à la mise en œuvre de ses activités en faveur des originaires de la Guadeloupe au titre de l'exercice 2021,
- 1500 euros à titre de soutien à la mise en place des Talents des Outre-Mer.

ARTICLE 2: Les crédits nécessaires seront imputés au chapitre au Chapitre 065/6574 du Budget Départemental 2021.

ARTICLE 3:

De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces y afférentes.

L'UN DES SECRÉTAIRES

NIA TOTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

JOSEN BORELLINGEREN



CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE

N° 2021-42/2ème CP/A 6- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

<u>OBJET</u>: Promouvoir l'Aide Alimentaire en Guadeloupe par le soutien au fonctionnement de la Banque Alimentaire de Guadeloupe et des Epiceries Solidaires BETHEL SOLIDARITE, ON PAL POU VANSE, ANSANM ANSANM, SHEKINA II, ALTERNATIVE 119, et l'Epicerie Sociale Itinérante Dématérialisée de la Croix-Rouge Française

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI
J.DESSOUT

A.ABAILLE
E.CALIFER
C.BAJAZET
F-L.BERNIS
F.MICHELY
M.SIGISCAR
J.DARTRON
M.CITRONNELLE

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

 ${\bf Vu}$ la loi n°82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et liberté des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

Vu le Code Général des collectivités territoriales;

 ${\bf Vu}$ la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération du Conseil Général n°2015-15/2ER/A2-B2 du 2 Avril mars 2015 donnant délégation de compétences à la commission permanente ;

Vu le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental, Après en avoir délibéré,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-6-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

<u>ARTICLE 1</u>: D'attribuer une subvention à titre de soutien au fonctionnement à chacune des associations suivantes selon le tableau suivant :

Association	Subvention allouée
BANQUE ALIMENTAIRE GUADELOUPE	55 000 euros
ON PAL POU VANSE	12 000 euros
BETHEL	12 000 euros
ALTERNATIVES 119	12 000 euros
AAEA/CISMAG	12 000 euros
CROIX-ROUGE FRANCAISE	12 000 euros
SHEKINA II	12 000 euros

<u>ARTICLE 3</u> : Les crédits nécessaires seront imputés au chapitre 017/nature 6574 du Budget Départemental 2021.

<u>ARTICLE 4</u> : De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de de la présente délibération et signer toutes les pièces s'y rapportant.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Nicole ERDAN

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL.

Josette BOKEL-LINCHETT



N° 2021-43/2ème CP/A 7- B1

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

* * *

<u>OBJET</u>: Signature de l'accord - cadre avec l'opérateur de compétences de la Cohésion Sociale UNIFORMATION pour le développement de la formation et son financement des permanents des structures de l'IAE, pour l'enrichissement des compétences des entreprises de la cohésion sociale en Guadeloupe.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI
J.DESSOUT

A.ABAILLE E.CALIFER C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR J.DARTRON M.CITRONNELLE B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi nº 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n° 2015–15/2ER/A2-B2 du 02 avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le Programme Départemental d'Insertion 2019-2021 adopté le 12 février 2019;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental;

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-7-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'autoriser la signature de l'accord cadre avec l'opérateur de compétences de la Cohésion Sociale - UNIFORMATION pour le développement de la formation et son financement des permanents des structures de l'IAE, pour l'enrichissement des compétences des entreprises de la cohésion sociale en Guadeloupe.

ARTICLE 2: D'autoriser le versement d'une subvention d'un montant de trente-trois mille euros à l'OPCO Cohésion Sociale-Uniformation pour la prise en charge des frais de formation (coût pédagogiques et frais annexes = 30 000€) des salariés permanents des structures de l'insertion par l'Activité Economique, employeuses de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et des frais de gestion d'un montant de 3 000€.

ARTICLE 3: Les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 017 Nature 6568 fonction 564 ligne de crédit n° 16 040 du Budget Départemental 2021.

ARTICLE 4: De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour signer les conventions et toutes les pièces afférentes à cette affaire.

ARTICLE 5: Le Président du Conseil Départemental, le Directeur Général des Services, et le Directeur Général Adjoint sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

L'un des secrétaires

Nicole ERDAN

Le Président du Conseil Départemental

Jaseth BOSKT-LINKERUIN



N° 2021-44/2ème CP/A8-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: CONVENTION AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL/ COMITE DU TOURISME DES ÎLES DE GUADELOUPE (EPIC/CTIG) – EXERCICE 2021

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI
J.DESSOUT

A.ABAILLE
E.CALIFER
C.BAJAZET
F-L.BERNIS
F.MICHELY
M.SIGISCAR
J.DARTRON
M.CITRONNELLE

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

DECIDE

- ARTICLE 1: D'attribuer une subvention d'un montant de 680000€ (SIX CENT QUATRE VINGT MILLE EUROS) à l'Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial/Comité du Tourisme des Îles de Guadeloupe (EPIC/CTIG) pour l'exercice 2021.
- ARTICLE 2: D'approuver la convention de partenariat entre le Conseil départemental et l'Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial/Comite du Tourisme des Îles de Guadeloupe (EPIC/CTIG) fixant les modalités d'attribution de la subvention pour l'exercice 2021.
- ARTICLE 3: D'imputer la dépense au chapitre 65, nature 65738, ligne 2715 du budget départemental 2021.
- **ARTICLE 4** : Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRETAIRES,

LE PRESIDENT DU CONSEIZ DEPARTEMENTAL

HERMOREL LINCRRIEN

Nicole ERDAN



CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE

N° 2021-45/2ème CP/A 9- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**

OBJET: Programmation culturelle-1er semestre 2021

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI
J.DESSOUT

A.ABAILLE E.CALIFER C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR J.DARTRON M.CITRONNELLE B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1: D'approuver la programmation culturelle et artistique du Conseil Départemental au titre du premier semestre 2021 jointe en annexe.
- Article 2: D'approuver la convention de partenariat avec Ciné Woulé (jointe en annexe) pour la projection de films sur les sites patrimoniaux.
- Article 3: D'imputer les dépenses nécessaires à la mise en œuvre de la programmation culturelle et artistique aux chapitres 011 natures suivantes 6188 « Résidences d'artistes ». « Programmation culturelle DACP », « Expositions », « Actions en direction des publics spécifiques », « Promotion langue et culture créoles », « Animations dans les musées », « Service éducatif musées », « Expositions muséographiques musées », « Autres prestations de services Lameca », « Autres prestations de service animations BDP», « Site internet Lameca » ; -60632 « Acquisition matériel et mobilier musées »; -6064 « Fournitures administratives régies musées », «Fournitures de bureau régies musées»; 6065 «Petits achats divers Lameca »: 6068 « Acquisition petit matériel et outillage régies musées »; -6236 « Impression et reliure musées », « Impression et reliure Laméca », « Publication Patrimoine », « Réalisation supports de communication » ; 6245 «Frais de transports au bénéfice de tiers»; 6574 « Subventions aux associations culturelles » du budget départemental 2021.

Article 4: D'approuver la prise en charge de :

- 5 titres de transport Pointe-à-Pitre/Marie-Galante/Pointe-à-Pitre au bénéfice des bibliothécaires dans le cadre de la 5^{ème} édition de Partir en Livre :
 - Mme Sylvana PRUDENT
 - o Mme Murielle MONTOUT
 - M. Davy PALAMEDE
 - M Michel ARISTIDE
- 1 titre de transport Paris/ Pointe-à-Pitre/ Paris/ au bénéfice de M DORIGNY Marcel, dans le cadre de l'inauguration du Musée Schœlcher.
- 1 titre de transport Paris/ Pointe-à-Pitre/ Paris/ au bénéfice de Mme Nelly SCHMIDT, dans le cadre de l'inauguration du Musée Schœlcher.
- 1 titre de transport Bordeaux/Paris/ Pointe-à-Pitre/ Paris/ Bordeaux au bénéfice de M. Matthieu DUSSAUGE, dans le cadre de l'inauguration du Musée Schoelcher.
- 1 titre de transport New York/Pointe-à-Pitre/New York au bénéfice de M. Jean-Luc STANISLAS, dans le cadre de Cinéma au Clair de Lune.
- 1 titre de transport Paris/Pointe-à-Pitre/Paris au bénéfice de Monsieur ZEPHIR Dimitri dans le cadre de la programmation du Fonds d'art contemporain.
- 1 titre de transport Paris/Pointe-à-Pitre/Paris au bénéfice de Monsieur LINCY Elladj Landry dans le cadre de la programmation du Fonds d'art contemporain.

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-9-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

- 1 titre de transport Cayenne/Pointe-à-Pitre/Cayenne au bénéfice de Madame JEAN-BAPTISTE-ADOLPHE Gabrielle dans le cadre de la programmation du Fonds d'art contemporain.
- 1 titre de transport Fort-de-France/Pointe-à-Pitre/Fort-de-France au bénéfice de Monsieur FLORO Sébastien dans le cadre de la programmation du Fonds d'art contemporain.

Article 5 : Madame le Président du Conseil départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

MME LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Justile BOREV LINCORTEN







N° 2021-46/2ème CP/A 10- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

杂杂杂

<u>OBJET</u>: Attribution d'une subvention de fonctionnement et d'investissement à l'Artchipel Scène Nationale au titre du budget – exercice 2021

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL LMARC

E.CALIFER C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY

A.ABAILLE

L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

B.HIRA

M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI I.DESSOUT M.SIGISCAR J.DARTRON M.CITRONNELLE

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE

J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

DECIDE

ARTICLE 1: D'attribuer à l'Artchipel, Scène Nationale de la Guadeloupe une

subvention de fonctionnement d'un montant de 985 000€ (NEUF CENT QUATRE VINGT CINQ MILLE EUROS) destinée à financer le budget artistique et le fonctionnement de la structure au titre de

l'exercice 2021.

ARTICLE 2: De verser cette somme en deux fois : une première tranche soit

492 500 € en avril 2021; le solde au mois de juin 2021.

ARTICLE 3: D'imputer la dépense au chapitre 65/6574/311 « Subvention

dotation fonctionnement Scène Nationale » du budget

départemental 2021.

ARTICLE 4: D'attribuer à l'Artchipel, Scène Nationale de la Guadeloupe une

subvention d'investissement d'un montant de 120 000€ (CENT VINGT MILLE EUROS) destinée à financer l'aménagement ou le réaménagement des locaux ainsi que l'acquisition de matériels et

d'équipements au titre de l'exercice 2021.

ARTICLE 5: De verser cette somme en une seule fois.

ARTICLE 6: D'imputer la dépense au chapitre 204/20421/311 « Subvention

dotation investissement Scène Nationale » du budget

départemental 2021.

ARTICLE 7: Madame le Président du Conseil départemental est autorisée à

signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente

délibération

L'UN DES SECRÉTAIRES

MME LE PRÉSIDENT DU CONSEI DÉPARTEMENTAL,

Limite BOREL-LINCIPATIN

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-11-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-47/2ème CP/A 11- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

sta sta sta

OBJET: Fonds de soutien exceptionnel au carnaval.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

A.ABAILLE Présent(es): **LANSELME E.CALIFER** M.BERNARD C.BAJAZET M.AVRIL F-L.BERNIS J.MARC F.MICHELY M-L.BRESLAU M.SIGISCAR J.DARTRON **B.ROBERT LAMPONI** M.CITRONNELLE **I.DESSOUT**

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi nº 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-11-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'approuver l'appel à projet tripartite : Etat, Département, Région destiné à soutenir les acteurs du carnaval.

<u>ARTICLE 2</u>: D'imputer la dépense au chapitre 67/6745/311 « Fonds de soutien exceptionnel aux associations carnavalesques » du budget départemental 2021.

<u>ARTICLE 3</u>: Madame le Président du Conseil départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

MME LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, DÉPARTEMENTAL,

insette BOREL-LIMCERITA

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-12-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-48/2ème CP/A 12- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

OBJET: Projet de réhabilitation du bâtiment situé à l'angle des rues Maurice Marie-Claire et Perrinon à Basse-Terre (PRNP)

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL J.MARC M-L.BRESLAU

B.ROBERT LAMPONI J.DESSOUT

A.ABAILLE **E.CALIFER** C.BAJAZET F-L.BERNIS

F.MICHELY M.SIGISCAR J.DARTRON

M.CITRONNELLE

B.HIRA

L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): **LSAPOTILLE** R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi nº83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Général n°2011-11/2ER/A2-HB1 du 31 mars 2011 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil départemental, Après en avoir délibéré;

DECIDE

Article 1:

De participer financièrement au projet de réhabilitation de la toiture de la maison de Mr Sainte-Croix RAUZDUEL située à Basse-Terre, le montant global de l'opération pour l'ensemble des travaux est de 352 545,28 € TTC et son plan de financement est le suivant :

Ressources	TTC	%
Apport personnel	241 918 €	69%
Région Guadeloupe	30 000€	8%
Conseil départemental	10 000€	3%
DAC Guadeloupe	30 100 €	8%
Fondation du patrimoine	20 000€	6%
Mairie de Basse-Terre	10 000€	3%
CANBT	10 527.28 €	3%
Total	352 545,28€	100%

Article 2:

D'attribuer la somme de 10 000€ à Mr Sainte-Croix RAUZDUEL,

propriétaire du bâtiment.

Article 3:

D'imputer la dépense au chapitre 204/2042/312 « Subvention

d'équipement aux organismes privés PRNP » du budget

départemental 2021.

Article 4:

Madame le Président du Conseil départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente

délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

MME LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Nicole ERDAN 5009LUNGE





CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE

題 器 區 麗

N° 2021-49/2ème CP/A 13- B1

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

粉粉粉

OBJET: Projet Scientifique et Culturel (PSC) de l'Ecomusée de Marie-Galante

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL **I.MARC** M-L.BRESLAU

B.ROBERT LAMPONI J.DESSOUT

A.ABAILLE **E.CALIFER** C.BAJAZET F-L.BERNIS

F.MICHELY M.SIGISCAR **J.DARTRON** M.CITRONNELLE **B.HIRA**

L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-13-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

<u>ARTICLE 1</u>: D'approuver le nouveau Projet Scientifique et Culturel de l'écomusée de Marie-Galante.

<u>ARTICLE 2</u>: D'autoriser la collectivité départementale à entreprendre les démarches nécessaires pour la réalisation des études de programmation.

ARTICLE 3: D'imputer la dépense au chapitre 20/2031/314 « Etudes pour travaux de bâtiments dans les musées ».

ARTICLE 4: Madame le Président du Conseil départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

MME LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Liesto Company of the converse

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-14-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

OBJET: Projet de rénovation de la maison BALTYDE, située au 109 Rue Philippe Dumanoir – Basse-Terre (PRNP)

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD

M.BERNARD M.AVRIL J.MARC M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI

B.ROBERT LAMPONI J.DESSOUT A.ABAILLE E.CALIFER

C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR

J.DARTRON M.CITRONNELLE B.HIRA

B.HIKA
L.GALANTINE
B.MORNAL
M.ETZOL
D.DULAC
N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Général n°2011-11/2ER/A2-HB1 du 31 mars 2011 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil départemental, Après en avoir délibéré ;

DECIDE

Article 1:

De participer financièrement au projet de rénovation de la charpente et de la couverture de la maison de Mr Martin BALTYDE à Basse-Terre, le montant global de l'opération pour l'ensemble des travaux est de 119 918 € TTC et son plan de financement est le suivant :

Ressources	TTC €	%
Apport personnel	9 938 €	8%
Région Guadeloupe	25 000 €	21%
ANAH	17 600€	15%
DAC	29 880 €	25%
Conseil Départemental	10 000 €	8%
CASBT	27 500 €	23%
Total	119 918 €	100%

Article 2:

D'Attribuer la somme de 10 000€ à Mr Martin BALTYDE

propriétaire du bâtiment.

Article 3:

D'imputer la dépense au chapitre 204/2042/312 « Subvention

d'équipement aux organismes privés PRNP» du budget

départemental 2021.

Article 4:

Madame le Président du Conseil départemental est autorisée à

signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente

délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

MME LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Janata BODY L-LINCHKIIN



N° 2021-51/2ème CP/A15-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

<u>OBJET</u>: Attribution d'une subvention à l'association ALIAGE pour l'organisation de la 10ème édition du Festival de la poésie en Guadeloupe.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

A.ABAILLE Présent(es): **E.CALIFER** J.ANSELME M.BERNARD C.BAJAZET F-L.BERNIS M.AVRIL J.MARC **F.MICHELY** M-L.BRESLAU M.SIGISCAR B.ROBERT LAMPONI J.DARTRON M.CITRONNELLE J.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

- ARTICLE 1: D'attribuer une subvention d'un montant de 3 000€ (TROIS MILLE EUROS) à l'association ALIAGE pour l'organisation de la 10ème édition du Festival de la poésie en Guadeloupe.
- **ARTICLE 2 :** D'approuver la convention de partenariat entre le Conseil départemental et l'association ALIAGE fixant les modalités d'attribution de la subvention.
- **ARTICLE 3**: D'imputer la dépense au chapitre 65/6574/311 « Subventions aux associations culturelles » du budget départemental 2021.
- **ARTICLE 4**: Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRETAIRES,

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEBARTEMENTAL

95



N° 2021-51-1/2ème CP/A15-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

 \underline{O} B \underline{J} E \underline{T} : Attribution d'une subvention à la MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DES ABYMES pour la manifestation « \overline{T} I MOUN O KA ».

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

A.ABAILLE Présent(es): **J.ANSELME E.CALIFER** C.BAJAZET M.BERNARD M.AVRIL F-L.BERNIS F.MICHELY J.MARC M-L.BRESLAU M.SIGISCAR **I.DARTRON** B.ROBERT LAMPONI M.CITRONNELLE J.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

DECIDE

- ARTICLE 1: D'attribuer une subvention d'un montant de 2 500€ (DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS) à la MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DES ABYMES pour la manifestation « TI MOUN O KA ».
- ARTICLE 2 : D'approuver la convention de partenariat entre le Conseil départemental et la MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DES ABYMES fixant les modalités d'attribution de la subvention.
- **ARTICLE 3**: D'imputer la dépense au chapitre 65/6574/311 « Subventions aux associations culturelles » du budget départemental 2021.
- **ARTICLE 4**: Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRETAIRES,

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Tossile BOY EL-LINCIPE PM



N° 2021-51-2/2ème CP/A15-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

杂杂物

带带带

O B | E T: Attribution d'une subvention à l'association IMAGES & CULTURES DU MONDE pour l'organisation de la 25ème édition du FEMI.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

A.ABAILLE Présent(es): J.ANSELME **E.CALIFER** M.BERNARD C.BAJAZET F-L.BERNIS M.AVRIL F.MICHELY I.MARC M.SIGISCAR M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI J.DARTRON M.CITRONNELLE J.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): **J.SAPOTILLE**

R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi nº83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-2-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

- ARTICLE 1: D'attribuer une subvention d'un montant de 9 000€ (NEUF MILLE EUROS) à l'association IMAGES & CULTURES DU MONDE pour l'organisation de la 25ème édition du FEMI.
- ARTICLE 2: D'approuver la convention de partenariat entre le Conseil départemental et l'association IMAGES & CULTURES DU MONDE fixant les modalités d'attribution de la subvention.
- ARTICLE 3: D'imputer la dépense au chapitre 65/6574/311 « Subventions aux associations culturelles » du budget départemental 2021.
- ARTICLE 4 : Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRETAIRES,

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Junte By PEL-LINCORTE

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-3-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-51-3/2ème CP/A15-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

华华华

<u>O B J E T</u>: Attribution d'une subvention à l'association GOPIO GUADELOUPE pour l'organisation du Pongal festival, la fête de la Production.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): A.ABAILLE **LANSELME E.CALIFER** C.BAJAZET M.BERNARD M.AVRIL F-L.BERNIS I.MARC F.MICHELY M-L.BRESLAU M.SIGISCAR B.ROBERT LAMPONI J.DARTRON M.CITRONNELLE **I.DESSOUT**

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE

B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,



Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-3-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

- ARTICLE 1: D'attribuer une subvention d'un montant de 3500€ (TROIS MILLE CINQ CENTS EUROS) à l'association GOPIO GUDELOUPE pour l'organisation du Pongal festival, la fête de la Production.
- ARTICLE 2: D'approuver la convention de partenariat entre le Conseil départemental et l'association GOPIO GUADELOUPE fixant les modalités d'attribution de la subvention.
- ARTICLE 3: D'imputer la dépense au chapitre 65/6574/311 « Subventions aux associations culturelles » du budget départemental 2021.
- ARTICLE 4 : Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRETAIRES,

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL



N° 2021-51-4/2ème CP/A15-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Attribution d'une subvention à l'association GWADA CIRCUS COMPAGNIE pour l'organisation de la 2ème édition du festival « Nou sé yonn »».

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

A.ABAILLE Présent(es): J.ANSELME **E.CALIFER** C.BAJAZET M.BERNARD F-L.BERNIS M.AVRIL **F.MICHELY** J.MARC M-L.BRESLAU M.SIGISCAR J.DARTRON **B.ROBERT LAMPONI** M.CITRONNELLE J.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-4-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

- ARTICLE 1: D'attribuer une subvention d'un montant de 4000€ (QUATRE MILLE EUROS) à l'association GWADA CIRCUS COMPAGNIE pour l'organisation de la 2ème édition du festival « Nou sé yonn ».
- ARTICLE 2: D'approuver la convention de partenariat entre le Conseil départemental et l'association GWADA CIRCUS COMPAGNIE fixant les modalités d'attribution de la subvention.
- **ARTICLE 3**: D'imputer la dépense au chapitre 65/6574/311 « Subventions aux associations culturelles » du budget départemental 2021.
- **ARTICLE 4**: Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRETAIRES,

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

LEGO BOTEL LANCER TH

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-5-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-51-5/2ème CP/A15-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**

<u>OBJET</u>: Attribution d'une subvention à l'association PRIX DES AMERIQUES INSULAIRES pour l'organisaton du festival Ecritures des Amériques Insulaires.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): A.ABAILLE **I.ANSELME E.CALIFER** M.BERNARD C.BAJAZET M.AVRIL F-L.BERNIS J.MARC F.MICHELY M-L.BRESLAU M.SIGISCAR **B.ROBERT LAMPONI I.DARTRON** M.CITRONNELLE **I.DESSOUT**

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE

B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-5-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

- ARTICLE 1: D'attribuer une subvention d'un montant de 7 000€ (SEPT MILLE EUROS) à l'association PRIX DES AMERIQUES INSULAIRES pour l'organisation du festival Ecritures des Amériques Insulaires.
- ARTICLE 2 : D'approuver la convention de partenariat entre le Conseil départemental et l'association PRIX DES AMERIQUES INSULAIRES fixant les modalités d'attribution de la subvention.
- **ARTICLE 3**: D'imputer la dépense au chapitre 65/6574/311 « Promotion Livre et Lecture » du budget départemental 2021.
- ARTICLE 4 : Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRETAIRES

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-6-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-51-6/2ème CP/A15-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

杂杂杂

OBJET: Attribution d'une subvention à l'association PROMOLECTURE pour l'organisation d'un Symposium international sur Gerty Archimède.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL

E.CALIFER C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY I.MARC M.SIGISCAR M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI **I.DARTRON** M.CITRONNELLE J.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): LSAPOTILLE **R.SENNEVILLE B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

A.ABAILLE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi nº83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-6-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

- ARTICLE 1: D'attribuer une subvention d'un montant de 1 400€ (MILLE QUATRE CENTS EUROS) à l'association PROMOLECTURE pour l'organisation d'un Symposium international sur Gerty Archimède.
- ARTICLE 2 : D'approuver la convention de partenariat entre le Conseil départemental et l'association PROMOLECTURE fixant les modalités d'attribution de la subvention.
- **ARTICLE 3**: D'imputer la dépense au chapitre 65/6574/311 « Promotion Livre et Lecture » du budget départemental 2021.
- **ARTICLE 4 :** Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRETAIRES

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-7-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-51-7/2ème CP/A15-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

<u>O B J E T</u>: Attribution de subvention à l'association BACK ART DIFFUSION pour l'organisation d'un spectacle chorégraphique valorisant le rôle central joué par la femme dans la société antillaise.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

A.ABAILLE Présent(es): **LANSELME E.CALIFER** C.BAIAZET M.BERNARD F-L.BERNIS M.AVRIL J.MARC **F.MICHELY** M-L.BRESLAU M.SIGISCAR **I.DARTRON B.ROBERT LAMPONI** M.CITRONNELLE J.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-7-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

- ARTICLE 1: D'attribuer une subvention d'un montant de 1500€ (MILLE CINQ CENTS EUROS) à l'association BACK ART DIFFUSION pour l'organisation d'un spectacle chorégraphique valorisant le rôle central joué par la femme dans la société antillaise.
- ARTICLE 2 : D'approuver la convention de partenariat entre le Conseil départemental et l'association BACK ART DIFFUSION fixant les modalités d'attribution de la subvention.
- ARTICLE 3 : D'imputer la dépense au chapitre 65/6574/311 « Aide à la création artistique » du budget départemental 2021.
- **ARTICLE 4**: Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRETAIRES DEPARTEMENTAL

LE PRESIDENT DU CONSEIL



N° 2021-51-8/2ème CP/A15-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**

<u>OBJET</u>: Attribution de subvention à l'association CORRESPON'DANSE pour la mise en place du projet *Je DANSE donc j'existe*.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): JANSELME M.BERNARD M.AVRIL J.MARC M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI J.DESSOUT A.ABAILLE
E.CALIFER
C.BAJAZET
F-L.BERNIS
F.MICHELY
M.SIGISCAR
J.DARTRON
M.CITRONNELLE

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-8-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

- **ARTICLE 1**: D'attribuer une subvention d'un montant de 2 500€ (DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS) à l'association CORRESPON'DANSE pour la mise en place du projet *Je DANSE donc j'existe*.
- **ARTICLE 2 :** D'approuver la convention de partenariat entre le Conseil départemental et l'association CORRESPON'DANSE fixant les modalités d'attribution de la subvention.
- ARTICLE 3 : D'imputer la dépense au chapitre 65/6574/311 « Aide à la création artistique » du budget départemental 2021.
- **ARTICLE 4**: Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRETAIRES DEPARTEMENTAL LE PRESIDENT DU CONSEIL

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-9-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-51-9/2ème CP/A15-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

<u>O B J E T</u>: Attribution de subvention à l'association LA FABRIQUE A RÊVES pour le projet « GRANDE MESS ».

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

A.ABAILLE Présent(es): J.ANSELME **E.CALIFER** C.BAJAZET M.BERNARD F-L.BERNIS M.AVRIL F.MICHELY I.MARC M.SIGISCAR M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI **I.DARTRON** M.CITRONNELLE J.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,



Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-9-DE Date de télétransmission: 30/03/2021 Date de réception préfecture: 30/03/2021

DECIDE

- ARTICLE 1: D'attribuer une subvention d'un montant de 3 000€ (TROIS MILLE EUROS) à l'association LA FABRIQUE A RÊVES pour le projet : « GRANDE MESS ».
- ARTICLE 2 : D'approuver la convention de partenariat entre le Conseil départemental et l'association LA FABRIQUE A RÊVES fixant les modalités d'attribution de la subvention.
- ARTICLE 3 : D'imputer la dépense au chapitre 65/6574/311 « Aide à la création artistique » du budget départemental 2021.
- **ARTICLE 4**: Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRETAIRES

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-10-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-51-10/2ème CP/A15-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Attribution de subvention à l'association JIPE F'AWT pour l'organisation de la 14ème édition du Festival du Salon des Créateurs de l'Art « Chèz an nou bèl ».

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): **LANSELME** M.BERNARD M.AVRIL

A.ABAILLE **E.CALIFER** C.BAJAZET F-L. BERNIS J.MARC **FMICHELY** M-L.BRESLAU M.SIGISCAR J.DARTRON **B.ROBERT LAMPONI** M.CITRONNELLE J.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): LSAPOTILLE R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi nº83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,



Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-10-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

- ARTICLE 1: D'attribuer une subvention d'un montant de 1 700€ (MILLE SEPT CENTS EUROS) à l'association JIPE F'AWT pour l'organisation de la 14ème édition du Festival du Salon des Créateurs de l'Art « Chèz an nou bèl ».
- **ARTICLE 2 :** D'approuver la convention de partenariat entre le Conseil départemental et l'association JIPE F'AWT fixant les modalités d'attribution de la subvention.
- **ARTICLE 3**: D'imputer la dépense au chapitre 65/6574/311 « Aide à la création artistique » du budget départemental 2021.
- **ARTICLE 4**: Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRETAIRES

LE PRESIDENT DU CONSE**I**L DEPA<u>RTEM</u>ENTAL

sale BOTEL-LINCERLEN

115

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-11-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-51-11/2ème CP/A15-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Attribution de subvention aux EDITIONS LONG COURS pour l'édition de deux ouvrages: « BLAN » de François PIQUET et « DIVERTISSEMENTS » d'Eliseo Diego.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): **J.ANSELME** M.BERNARD M.AVRIL J.MARC M-L.BRESLAU

E.CALIFER C.BAIAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR B.ROBERT LAMPONI **I.DARTRON** M.CITRONNELLE I.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): **LSAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

A.ABAILLE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi nº83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-11-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

- ARTICLE 1: D'attribuer une subvention d'un montant de 2 500€ (DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS) aux EDITIONS LONG COURS pour l'édition de deux ouvrages : « BLAN » de François PIQUET et « DIVERTISSEMENTS » d'Eliseo Diego.
- ARTICLE 2 : D'approuver la convention de partenariat entre le Conseil départemental et les EDITIONS LONG COURS fixant les modalités d'attribution de la subvention.
- ARTICLE 3 : D'imputer la dépense au chapitre 65/6574/311 «Soutien à l'édition locale » du budget départemental 2021.
- ARTICLE 4 : Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRETAIRES,

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

In the BUNKLANCHOM

117

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-12-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-51-12/2ème CP/A15-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

क्ष क्षेत्र क्षेत्र

<u>O B J E T</u>: Attribution de subvention à l'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA MUSIQUE TRADITIONNELLE (ADMT) pour l'édition d'un ouvrage pédagogique intitulé « Pays Biguine – Bouquet de notes oubliées ».

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): JANSELME M.BERNARD M.AVRIL J.MARC M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI J.DESSOUT A.ABAILLE E.CALIFER C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR J.DARTRON M.CITRONNELLE

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): LSAPOTILLE

J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,



Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-15-12-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

- ARTICLE 1: D'attribuer une subvention d'un montant de 2 000€ (DEUX MILLE EUROS) à l'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA MUSIQUE TRADITIONNELLE (ADMT) pour l'édition d'un ouvrage pédagogique intitulé « Pays Biguine Bouquet de notes oubliées ».
- ARTICLE 2: D'approuver la convention de partenariat entre le Conseil départemental et l'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA MUSIQUE TRADITIONNELLE (ADMT) fixant les modalités d'attribution de la subvention.
- **ARTICLE 3**: D'imputer la dépense au chapitre 65/6574/311 « Soutien à l'édition locale » du budget départemental 2021.
- **ARTICLE 4**: Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRETAIRES,

cole ERDAN

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

119

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-16-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-52-1/2ème CP/A16-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Subvention à la Société d'Histoire de la Guadeloupe.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL LMARC

B.ROBERT LAMPONI

M-L.BRESLAU J.DESSOUT

A.ABAILLE **E.CALIFER**

C.BAJAZET F-L.BERNIS **F.MICHELY**

M.SIGISCAR **J.DARTRON** M.CITRONNELLE B.HIRA

L.GALANTINE B.MORNAL. M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi nº83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU~ la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,



Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-16-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

<u>ARTICLE 1</u>: D'attribuer une subvention de 5000 (cinq mille) euros à la Société d'Histoire de la Guadeloupe pour soutenir son programme d'activités 2021.

<u>ARTICLE 2</u>: D'imputer la dépense correspondante sur la ligne 142, chapitre 65, nature 6574, « Subventions aux associations historiques et généalogiques » du budget départemental.

<u>ARTICLE 3</u>: Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

JAM BUPELLINGER TO

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-17-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-53/2ème CP/A17- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**

OBJET: Subvention à l'association des archives antillaises (CARBICA).

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): A.ABAILLE J.ANSELME **E.CALIFER** M.BERNARD C.BAJAZET M.AVRIL F-L.BERNIS F.MICHELY J.MARC M-L.BRESLAU M.SIGISCAR **B.ROBERT LAMPONI** J.DARTRON M.CITRONNELLE I.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi nº 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-17-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'attribuer une subvention de 2000 (deux mille) euros à l'association des archives antillaises (CARBICA) pour soutenir son action en faveur de la préservation et de la valorisation des archives caribéennes.

<u>ARTICLE 2</u>: D'imputer la dépense correspondante sur la ligne 142, chapitre 65, nature 6574, « Subventions aux associations historiques et généalogiques» du budget départemental.

ARTICLE 3: Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

123

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-18-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-54/2ème CP/A18- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

安徽

<u>OBJET</u>: Demande de subvention auprès de la Direction des Affaires culturelles de la Guadeloupe.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI
J.DESSOUT

A.ABAILLE
E.CALIFER
C.BAJAZET
F-L.BERNIS
F.MICHELY
M.SIGISCAR
J.DARTRON
M.CITRONNELLE

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU le Code du patrimoine.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République **VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,



Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-18-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: De solliciter auprès de la Direction des Affaires culturelles de la Guadeloupe une subvention de 15 000 € pour la poursuite de l'opération de conditionnement et de reconditionnement des fonds d'archives conservés par la Direction des Archives départementales.

<u>ARTICLE 2:</u> D'inscrire ces crédits en recettes au chapitre 011, nature 6068 « autres fournitures archives ».

<u>ARTICLE 3 :</u> De consacrer l'intégralité de cette somme à l'acquisition de conditionnements et de fournitures spécifiques nécessaires à la réalisation de l'opération.

<u>ARTICLE 4</u>: Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Nicole EKDAN

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

DESCRIPTION OF THE CONTROL OF THE CO



N° 2021-56/2ème CP/A20- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**

OBJET: Modification de la délibération relative au versement d'une contribution financière à des porteurs de projets suite à l'appel à projets« Création de tiers-lieux en Guadeloupe ».

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI
J.DESSOUT

A.ABAILLE E.CALIFER C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR J.DARTRON M.CITRONNELLE B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le Programme Départemental d'Insertion 2019-2021 adopté le 12 février 2019;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-20-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: De modifier la délibération N° 2020-385/9 ème CP/A36B1 relative à une contribution financière à des porteurs de projet visant la création de tiers-lieux en Guadeloupe ou l'accompagnement de tiers – lieux existants.

ARTICLE 2: De procéder à l'attribution de subvention pour un montant total de 325 000 euros aux porteurs de projet retenus dans le cadre de l'appel à projet visant la création de tiers-lieux en Guadeloupe ou l'accompagnement de tiers – lieux existants selon le tableau joint.

ARTICLE 3: Les crédits sont inscrits au chapitre 017 nature 6574 fonction 564 ligne de crédit n° 23 119 et 24 379 du Budget départemental 2021.

ARTICLE 4 De donner mandat au président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

127



N° 2021-57/2ème CP/A21- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**

OBJET: Demande de prorogation de la convention signée avec l'association BIRMIMGH'ART pour la mise en œuvre de l'ACI « la Fabrique à Michel Morin » au titre de 2019.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

A.ABAILLE Présent(es): **E.CALIFER** J.ANSELME C.BAJAZET M.BERNARD F-L.BERNIS M.AVRIL **E.MICHELY** J.MARC M-L.BRESLAU M.SIGISCAR B.ROBERT LAMPONI J.DARTRON M.CITRONNELLE J.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le Programme Départemental d'Insertion 2016-2017;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-21-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'autoriser le Conseil Départemental a proroger la durée de la convention signée avec l'Association BIRMINGH'ART », pour la mise en œuvre de l'ACI « LA FABRIQUE à Michel Morin », jusqu'au 31 décembre 2021.

<u>ARTICLE 2</u>: De donner mandat au président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Ae BOREL-LINCEFAIN

Nicole ERDAN



AAP Création de Tiers-lieux et Accompagnement des Tiers-lieux existants

RELEVE DE DECISIONS du COMITE DE SELECTION du 18 Mars 2021

Projets proposés à la CILE du 18/03/2021

	PROJET	Implantation	Objet	EPCI	Cadre	Montant	Avis CILE
Association KULTUR KARAIB	KANAWA	Trois Rivières	Tiers-lieu culturel	CAGSC	Accompagnement d'un tiers- lieux existant	25 000 €	Favorable
Commune de GOURBEYRE	TIERS LIEU NUMERIQUE DE GOURBEYRE Gourbeyre	Gourbeyre	Tiers- lieu numérique	CAGSC	Accompagnement d'un tiers- lieux existant	25 000 €	Favorable
Association CKB	CKB	Petit-Bourg	Tiers-lieu dédié àl'accompagnement social et à la création artistique	CANBT	Accompagnement d'un tiers- lieux existant	25 000 €	Favorable
Association LE NOUVEAU MODE	L'ADMERANE	Capesterre BE	Tiers-lieu dédié à la mode	CAGSC	Création d'un tiers-lieu	50 000 €	Favorable
	CAFE ASSOCIATIF DU NORD-GRANDE- TERRE	Morne à l'eau	Café associatif	CANGT	Création d'un tiers-lieu	50 000 €	Favorable
Association VEDA INSERTION	VEDA INSERTION	Anse Bertrand	Tiers-lieu dédié à l'accompagnement professionnel	CANGT	Création d'un tiers-lieu	50 000 €	Favorable
Commune de VIEUX-HABITANTS	BIKOWEB	Vieux Habitants	Tiers -lieu numérique	CAGSC	Création d'un tiers-lieu	50 000 €	Favorable
Association COME AND DO	JARMOTIC et E - LOLO	Gourbeyre	Tiers-lieux dédiés à l'innovation	CAGSC	Création d'un tiers-lieu	≥0000€	Favorable
					Total	325 000 €	Accus 971-2 Date Date
			Le Président de la CILE, Elie CALIFER				sé de réception en préfecture 229710017-20210325-DE-2CP-20-DE de télétransmission : 30/03/2021 de réception préfecture : 30/03/2021

130



CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE

N° 2021-57/2ème CP/A21- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

OBJET: Demande de prorogation de la convention signée avec l'association BIRMIMGH'ART pour la mise en œuvre de l'ACI « la Fabrique à Michel Morin » au titre de 2019.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

A.ABAILLE Présent(es): **E.CALIFER LANSELME** C.BAJAZET M.BERNARD F-L.BERNIS M.AVRIL F.MICHELY J.MARC M.SIGISCAR M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI **I.DARTRON** M.CITRONNELLE J.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): **I.SAPOTILLE** R.SENNEVILLE **B.RODES**

C CHALLIS **C.LERUS** R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le Programme Départemental d'Insertion 2016-2017;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-21-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'autoriser le Conseil Départemental a proroger la durée de la convention signée avec l'Association BIRMINGH'ART », pour la mise en œuvre de l'ACI « LA FABRIQUE à Michel Morin », jusqu'au 31 décembre 2021.

ARTICLE 2: De donner mandat au président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Nicole ERDAN

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Le BOREL-LINGSATIN





N° 2021-58/2ème CP/A22- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

овјет: Participation à la mise en œuvre d'une auto-école sociale et solidaire « Itinéraire bis » portée par l'association SolidaritieS.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL LMARC

E.CALIFER C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI J.DARTRON M.CITRONNELLE J.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): **J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

A.ABAILLE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ; VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant

délégation de compétences à la Commission Permanente; VU le Programme Départemental d'Insertion 2019-2021;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-22-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'autoriser la signature d'une convention avec l'association SOlidaritieS pour la mise en œuvre de l'auto-école Sociale et solidaire « itinéraire bis », conformément à la fiche 2.2.4 du PDI.

ARTICLE 2: D'attribuer une subvention pour faciliter la prise en charge de 3 postes d'encadrant à hauteur de 24.000 € et une aide à l'investissement de 40.000 € pour l'accompagnement de 40 BRSA sur une durée de 12 mois.

ARTICLE 3: Les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 017 Nature 6574 fonction 564 ligne de crédit n°16040 du Budget Départemental 2021.

ARTICLE 4 : De donner mandat au président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Nicolo EDIDANI

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,





N° 2021-59/2ème CP/A23- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

OBJET: signature de la convention annuelle d'objectif et de moyens relative aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle 2021.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL

LMARC M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI J.DESSOUT

A.ABAILLE **E.CALIFER C.BAJAZET** F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR **I.DARTRON** M.CITRONNELLE **B.HIRA** L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS **C.LERUS** R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi nº82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU la délibération de la Commission permanente n°2012-150/5ème CP/A2B1 relative à la convention de partenariat entre le Conseil Général et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) pour la gestion des contrats

VU le Programme Départemental d'Insertion 2019-2021 adopté le 12 février 2019

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,



Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-23-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: d'autoriser la signature de la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM) 2021 et de permettre des prescriptions des emplois aidés selon la répartition arrêtée jusqu'au 31 décembre 2021.

ARTICLE 2 Les crédits sont inscrits au chapitre 017 nature 65661 fonction 564, nature 62268 fonction 564, du budget départemental 2021.

<u>ARTICLE 3</u>: De donner mandat au président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Nicole ERDAN

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

TO OTHELLINGER IN

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-24-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-60/2ème CP/A24- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**

 $\underline{O~B~J~E~T}$: Contribution à la mise en œuvre de l'action NWEL MADL' : «Loin des mains près du cœur» portée par l'opérateur MADL'

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI
J.DESSOUT

A.ABAILLE E.CALIFER C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR J.DARTRON M.CITRONNELLE B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-24-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'attribuer une subvention de 3 000,00 € (TROIS MILLE EUROS) à l'opérateur Mouvement des Associations De Lauricisque (MADL')

<u>ARTICLE 2</u>: D'imputer les dépenses au chapitre 017/ Article 6574 du budget départemental 2021.

<u>ARTICLE 3</u>: De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération et signer toutes les pièces y afférentes.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Justice BORRY LINCERTON

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-25-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-61/2ème CP/A25- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Favoriser l'équilibre alimentaire et budgétaire grâce au dispositif « Panier pays » Conventions de partenariat avec l'entreprise LUCOL et l'association Verte Vallée. Mise en œuvre de la mesure n° 1.2.3 du PDI 2019/21

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL J.MARC M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI A ABAILLE **E.CALIFER** C.BAJAZET F-L.BERNIS **F.MICHELY** MISIGISCAR J.DARTRON M.CITRONNELLE **B.HIRA** L.GALANTINE **B.MORNAL** M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

J.DESSOUT

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des

Régions, modifiée ou complétée; VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-25-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'attribuer une subvention de :

- √ 10 000,00 € (DIX MILLE EUROS) à l'association Verte Vallée.
- ✓ 10 000,00 € (DIX MILLE EUROS) à l'entreprise Yannick LUCOL.

ARTICLE 3:

D'imputer les dépenses au chapitre 017/Article 6574 du budget départemental 2021.

ARTICLE 4:

De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération et signer toutes les pièces y afférentes.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Joseph Lead West Linds (17)

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-26-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-62/2ème CP/A26- B1

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL.

<u>OBJET</u>: Convention à passer avec la Caisse d'Assurance Maladie pour la prise en charge par l'Assurance Maladie des prestations réalisées par les services départementaux de Protection Maternelle et Infantile

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL J.MARC M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI A.ABAILLE
E.CALIFER
C.BAJAZET
F-L.BERNIS
F.MICHELY
M.SIGISCAR
J.DARTRON
M.CITRONNELLE

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

J.DESSOUT

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée,

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le code de la Famille et de l'Aide Sociale ne ce qui concerne la protection de l'Enfance ;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de financement, et aux modalités de financement et de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU la délibération du Conseil Départemental n° 2015-11/2èmeR/A2-B2 du 02 avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de la présidente du Conseil départemental ;

Après en avoir délibéré;

141

DECIDE

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-26-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

ARTICLE 1:

De passer convention avec la Caisse d'Assurance Maladie pour assurer la prise en charge financière par l'Assurance Maladie des prestations réalisées par les services départementaux de Protection Maternelle et Infantile.

<u>ARTICLE 2</u>: d'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'un des secrétaires

Nicole ERDAN

Le Président du Confeil Départemental

142

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DEer-2CP-27-DE Date de télétransmission : 13/04/2021 Date de réception préfecture : 13/04/2021



N° 2021-63/2ème CP/A27- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Stratégie Nationale Pauvreté sur le territoire de la Guadeloupe : Avenant 2020-2 à la convention, d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (2019-2021);

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL

I.MARC M-L.BRESLAU **B.ROBERT LAMPONI** J.DESSOUT

A.ABAILLE **E.CALIFER** C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR **I.DARTRON** M.CITRONNELLE B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2020-211/6èmeCP/A37-B1 du 10 septembre 2020 validant le rapport d'exécution 2019, de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (2019-2020);

VU la convention, d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (2019-2021);

VU l'avenant 2020, à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (2019-2020), signé le 05 novembre 2020, entre l'Etat et le Département de la Guadeloupe

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DEer-2CP-27-DE Date de télétransmission : 13/04/2021 Date de réception préfecture : 13/04/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'approuver le redéploiement des crédits initialement prévus pour le financement des SAMSAH sur les Equipe de rue et sur le centre social « LAPWENT » et d'autoriser l'exécutif départemental à signer avec l'Etat, l'avenant 2020-2 à la convention « d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (2019-2021) », relatif au soutien financier de l'Etat pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Prévention et de Lutte contre la pauvreté au titre de l'année 2020.

ARTICLE 2 : D'affecter la somme de CENT SOIXANTE QUINZE MILLE EUROS (175 000,00€), en faveur du renforcement de l'accompagnement social des jeunes de 18 à 30 ans désocialisés, par les Equipes de rue.

ARTICLE 3 : D'affecter la somme de CENT SOIXANTE QUINZE MILLE EUROS (175 000,00€), pour les dépenses d'investissement du Centre Social « LAPWENT », géré par l'association ACCORS.

ARTICLE 4 : D'imputer les dépenses correspondant aux opérations programmées en 2020, conformément au nouveau tableau financier prévisionnel, en annexe de la présente délibération.

ARTICLE 2 : De donner mandat à Madame le Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces relative à cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

-to





TABLEAU FINANCIER PREVISIONNEL ANNEXE A L'AVENANT 2020 - N*2 A LA CONVENTION D'APPUI À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET D'ACCÈS À L'EMPLOI 2019-2021

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

	IMPUTATION	THEME DE LA CONTRACTUALISATION	TOTAL SPLCD	PART ETAT	PART CO	OBSERVATIONS
00,000,000	017/6574/568	Orientation des BRSA	867 400,00	433 700,00	433 700,00	Recrutement de 15 "Référents Insertion
	017/6568/564	Garantie d'Activité	867 400,00	433 700,00	433 700,00	AAP - CD
S O C		Identifier les référents de parcours et mettre en place des instances partenariales pour mieux accompagner les usagers.				Convention CD/ODAS
L E	011/617/542 et 011/617/90	Mettre en place un réseau départemental pour le premier Accueil Social Universel et Inconditionnel de Proximité	136 950,00	68 475,00	68 475,00	Convention CD/ODAS
	017/6574/568	Renforcer le partenariat avec la Mission Locale pour l'accompagnement des jeunes issus de l'ASE	90,000,00	45 000,00	45 000,00	CD - Mission Locale
0.00	012/6488/51	Améliorer la formation des travailleurs (Gratification des stagiaires)	50 000,00	25 000,00	25 000,00	Site qualifiant (Conseil Départementa
	011/6184/0201	Améliorer la formation des travailleurs (Formation des formateurs)	100 000,00	50 000,00	50 000,00	Site qualifiant (Conseil Départementa
	65/65111/51	Augmenter le nombre de jeunes majeurs âgés de 21 à 25 ans, issus ou non de l'ASE, bénéficiaires d'un secours d'urgence.	150 000,00	75 000,00	75 000,00	Mission Locale
	65/6574/41	Renforcer le soutien aux établissements d'accueil du jeune enfant (CRECHES)	50 000,00	25000,00	25 000,00	со
	204/20421/51	Renforcer le soutien aux établissements d'accueil du jeune enfant (MAM)	50 000,00	25000,00	25 000,00	со
	017/6574/564	Mettre en place des Tiers Lieux	270 000,00	135000,00	135 000,00	
	65/6574/58	Renforcer l'accompagnement social des jeunes de 18-30 ans désocialisés par les équipes de rue	975 000,00	487500,00	487 500,00	ААР
	017/6574/563	Renforcer les actions de prévention des expulsions locatives	100 000,00	50000,00	50 000,00	Partenariat CD - AGLS
	017/6518/564	Soutenir la mise en activité et le retour à l'emploi des BRSA	600 000,00	300,000,00	300 000,00	Recrutement de "techniciens d'orientation"
A U	017/6188/564	Développer l'employabilité des BRSA	200 000,00	100000,00	100 000,00	Plateforme Néojob
T	011/617/90	Audit RH - Maison Départementale de l'Enfance	40 000,00	20000,00	20 000,00	MAPA
R E	204/20422/58	Financer le centre social "LAPWENT"	175 000,00	87500,00	87 500,00	Association Gestionnaire ACCORS
S E N	017/6568/51	Poursuivre la création des EVS - Couverture de tous les QPV et le reste du territoire, en centres sociaux (Feuille route GT3 - Développement de l'offre de porentolité / Centre socioux)	260 000,00	130000,00	130 000,00	Labeliisation de 12 opérateurs Financement CAF : 366 788,00 € Financement SNP + Participation CD: 867,48 €
G A G	017/6568/51	Installer de nouveaux lieux de rencontre parents enfants : Soutien du REAAP (Feuille route GT3 - Développement de l'offre de porentolité / Centre sociaux)	124 000,00	62 000,00	62 000,00	31 Opérateurs Pinancement CAF: 276 813,52 € Financement SNP + Participation CD 548,00 €
E M E N	017/6568/51	Poursuivre le développement et le financement de l'offre de soutien à la parentalité: Contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (CLAS) (Feuille route GT3 - Développement de l'offre de parentalité / Centre socioux)	232 050,00	116025,00	116 025,0	34 Opérateurs 0 Financement CAF : 622 389,60 € Financement SNP + Participation CO 194,80 €
T S	65/6574/538	Renforcer les moyens des EMIS, Projet de SAMU social : Maraudes pour aller vers les familles à la rue (Feuille de route GT4 - Accompagnement des familles, hébergement, (agement)	300 000,00	150000,00	150 000,0	O Mise en place du samu social
	017/6568/542	Projet d'équipe mobile de la mutualité française, pour l'accès aux droits et services de santé (Feuille route GT6 - Santé PMI centre de santé)	7 200,00	3 600,00	3 600,0	Porteur du projet : Mutualité Franç 0 2 interventions /mois (au environs 4ème trimestre 2020)
		renforcement des moyens humains de la PMI pour la réalisation de bilan de santé en école maternelle: 3 recrutements d'IDE contractuels (Feuille route GT 7 - Réussite scolaire et pouvreté)	108 000,00	54000,00	54 000,0	lmplantation de pôles médicaux et sociaux en maternelle
	017/65734/544 et 017/6574/544	Mettre en adéquation l'offre de formation avec les besoins du territoire (Fewille route GT10 et GT11 - Porcour d'insertion, Offre d'accompagnement)	150 000,0	75 000,00	75 000,0	00 Appel à projets
	017/6574/544	Accès aux parcours d'accompagnement (Feuille route GT10 et GT11 - Parcour d'insertion, Offre d'accompagnement)	40 000,0	0 20 000,00	20 000,	00 Appel à projets
	017/6574/564	IAE (Feuille route GT10 et GT11 - Parcours d'insertion, O/fre d'accompagnement)	155 000,0	0 77 500,00	77 500,	00 Appel à projets
1/4/97		TOTAL PROGRAMMATION 20	6 098 000,0	0 3049000,00	3 049 000,	00



Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-28-DE Date de télétransmission : 31/03/2021 Date de réception préfecture : 31/03/2021



Direction Générale des Services Direction Générale Adjointe des Solidarités Mission Tarification des ESSMS PA-PH/ Enfance/SAAD

N° 2021-64/2ème CP/A28- B1

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

O B J E T : RENOUVELLEMENT DE l'AUTORISATION ET DE LA CONVENTION PORTANT HABILITATION A L'AIDE SOCIALE AU SAAD « ACCUEIL LA PROVIDENCE » GERE PAR L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'AIDE A DOMICILE « ACCUEIL LA PROVIDENCE » POUR LA BRANCHE PERSONNES ÂGEES ET PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): A.ABAILLE J.ANSELME **E.CALIFER** M.BERNARD **C.BAJAZET** F-L.BERNIS M.AVRIL F.MICHELY J.MARC M-L.BRESLAU M.SIGISCAR **B.ROBERT LAMPONI** J.DARTRON I.DESSOUT M.CITRONNELLE B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE

B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) notamment les articles L. 321-1, L. 313-1 et suivants :

Vu la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement;

Vu le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des SAAD;

Vu le schéma départemental pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap 2016 - 2020 ;

Vu la délibération du Conseil départemental;

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-28-DE Date de télétransmission : 31/03/2021 Date de réception préfecture : 31/03/2021

DECIDE

Article 1: De renouveler l'autorisation et l'habilitation à l'aide sociale du service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) pour la branche Personnes âgées et Personnes en situation de handicap géré par l'association « ACCUEIL LA PROVIDENCE »SIRET n° : 398 390 143 000 17 et l'agrément n° SAP 398 320 143.

Article 2 : D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES,

LE PRÉSIDENT DU CONSEIDDÉPARTEMENTAL,

147

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-29-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-65/2ème CP/A29- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Organisation des Classes de Mer à Terre-de-Bas: attribution de subventions à six collèges

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL J.MARC M-L.BRESLAU

B.ROBERT LAMPONI J.DESSOUT

A.ABAILLE **E.CALIFER** C.BAJAZET F-L.BERNIS **F.MICHELY** M.SIGISCAR **J.DARTRON** M.CITRONNELLE **B.HIRA** L.GALANTINE **B.MORNAL** M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): **LSAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES**

C.CHALUS CLERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi nº82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,



Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-29-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

<u>ARTICLE 1</u>: D'ATTRIBUER à chacun des trois collèges mentionnés ci-après une subvention pour l'organisation des classes de mer à Terre-de-Bas, définie ainsi que suit :

- 5 000 € au collège Aurélie Lambourde des Abymes,
- 4 150 € au collège Nestor de Kermadec de Pointe-à-Pître,
- 5 000 € au collège Maryse Condé Désirade
- 5 000 € au Collège Germain Saint-Ruf de Capesterre Belle-Eau
- 4 000 € au Collège Général de Gaulle du Moule
- 4 200 € au Collège Alexandre Isaac des Abymes

<u>ARTICLE 2</u>: D'IMPUTER la dépense au Chapitre 65 – Nature 65737-Fonction 28 - Enveloppe 10855 «Subventions collèges - Actions socio-éducatives » du Budget Départemental 2021.

<u>ARTICLE 3</u>: DE DONNER MANDAT à Madame le Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération et signer toutes les pièces y afférentes.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,



CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE

N° 2021-66/2ème CP/A30- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

$\underline{\text{O} \text{ B } \underline{\text{I}} \text{ E } \underline{\text{T}}}$: SUBVENTION A LA SOCIETE CARRE TROPICAL POUR UN JEU DE SOCIETE INTITULE « FON LESPRI COCO »

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI
J.DESSOUT

A.ABAILLE E.CALIFER C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR J.DARTRON M.CITRONNELLE

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-30-DE Date de télétransmission : 13/04/2021 Date de réception préfecture : 13/04/2021

DECIDE

- ARTICLE 1: De faire l'acquisition de plusieurs exemplaires du jeu FON LESPRI COCO pour un montant global de 10 000 € (DIX MILLE EUROS) afin de les mettre à disposition des collèges de Guadeloupe.
- ARTICLE 2 : Les crédits nécessaires à cette dépense sont inscrits au Chapitre 6574/28 Ligne de Crédit 539 « Subventions Associations Actions Socio-Educatives » du budget 2021.
- ARTICLE 3: De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

7/1

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Joseth BOREL-LINCERTIN

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-31-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-67/2ème CP/A31- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

中中中

<u>OBJET</u>: ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ETABLISSEMENTS SCOLAIRES ET ASSOCIATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES SOCIO-EDUCATIVES.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI
J.DESSOUT

A.ABAILLE
E.CALIFER
C.BAJAZET
F-L.BERNIS
F.MICHELY
M.SIGISCAR
J.DARTRON
M.CITRONNELLE

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-31-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

- ARTICLE 1 : D'APPROUVER la répartition des subventions aux établissements scolaires et Associations pour le développement des Activités Socio-Educatives conformément aux tableaux annexés à la présente délibération.
- ARTICLE 2: D'IMPUTER la dépense correspondante au 65737/28 Ligne de Crédit 10855 «Subvention Collèges Actions Socio-Educatives» pour un montant total de Onze Mille Quatre Cent Quatre Vingt Douze Euros (11 492 €).
- ARTICLE 3 : DE DONNER MANDAT au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération et la signature de toutes pièces afférentes à cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

* ABOREL LINCERTIN

Enveloppe : 10 855

ů.	COLLEGES	PROJET	MONTANT	NUMERON D'ENGAGEMENT	CP
		Projet : Atelier : du compostage au jardin	9 000		
н	CARNOT	créole » Objectifs : comprendre l'aménagement et	2000		
		l'utilité du jardin créole - comprendre l'influence de l'homme sur			
		l'écosystème et sa responsabilité			
		Projet: Danse et création			
7	COURBARIL	Objectus : Developpet des compoundes vers motrices à travers des techniques variées vers	1 000 €		
		une culture commune, universelle - faire acquérir les méthodes et démarches de			
		création			
		- transformer les comportements			
-		et du spectacle.			
			200 €		
6	JEAN JAURES	Visite du Musee Schælcher			
		Projet : A la découverte du patrimoine de notre	9 000		
4	MAXIMILIEN	archipel	2001		
	VRECORD	Objectits : cultiver leur sensionnee, reur			
		artistiques, d'échanger avec des professionnels			
		de l'art et de la culture, d'appréhender des œuvres et des productions artistiques			
		1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	90000		
		TOTAL	3 300 €		

COLLEGES	PROJET	MONTANT	NUMERON D'ENGAGEMENT	DECISION
	REPORT	3 300 €		
RICHARD SAMUEL	Projet : création d'une fresque portail CDI	290€		
	Projet : offrir une formation en qualité en théâtre aux élèves volontaires, en zone rurale, en continuité sur e cycle 3 et 4	∌ 006		
	Objectifs : développer les capacités d'expression écrite et orale			
	 développer les competences sociales et civiques 			
	Subvention cérémonie de récompenses	200 €		
	- Projet : le mois de la mémoire « le Gwo-Ka	4 500 €		
	dans tous ses états - Déplacement des élèves du collège Maryse Condé vers les Saîntes	1 360 €		
	Projet: Ma voix mon instrument Objectifs: Développer des compétences musicales: pratique d'un instrument (la voix)	200 €		
	Demande de mise à disposition d'un bus pour une opération qui permettra lors d'une randonnée de la plage de Cluny vers la plage des amandiers de procéder au ramassage des	142 €		
	dechets	11 492 €		



N° 2021-69/2ème CP/A33- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

<u>OBJET</u>: Attribution au titre de l'année 2021 d'une subvention d'équipement pour la pratique de l'Education Physique et Sportive au collège les roches gravées ;

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI

A.ABAILLE E.CALIFER C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR J.DARTRON M.CITRONNELLE B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

I.DESSOUT

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

DECIDE

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-33-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

ARTICLE 1 : D'attribuer une subvention d'équipement pour un montant de 10 000 € (Dix mille euros) au collège Les Roches Gravées de Trois-Rivières pour la pratique de l'EPS.

ARTICLE 2: La dépense est imputable au chapitre 2043 – 221 Ligne de crédit 14475 du Budget Départemental de l'exercice 2021.

ARTICLE 3 : De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces s'y rapportant.

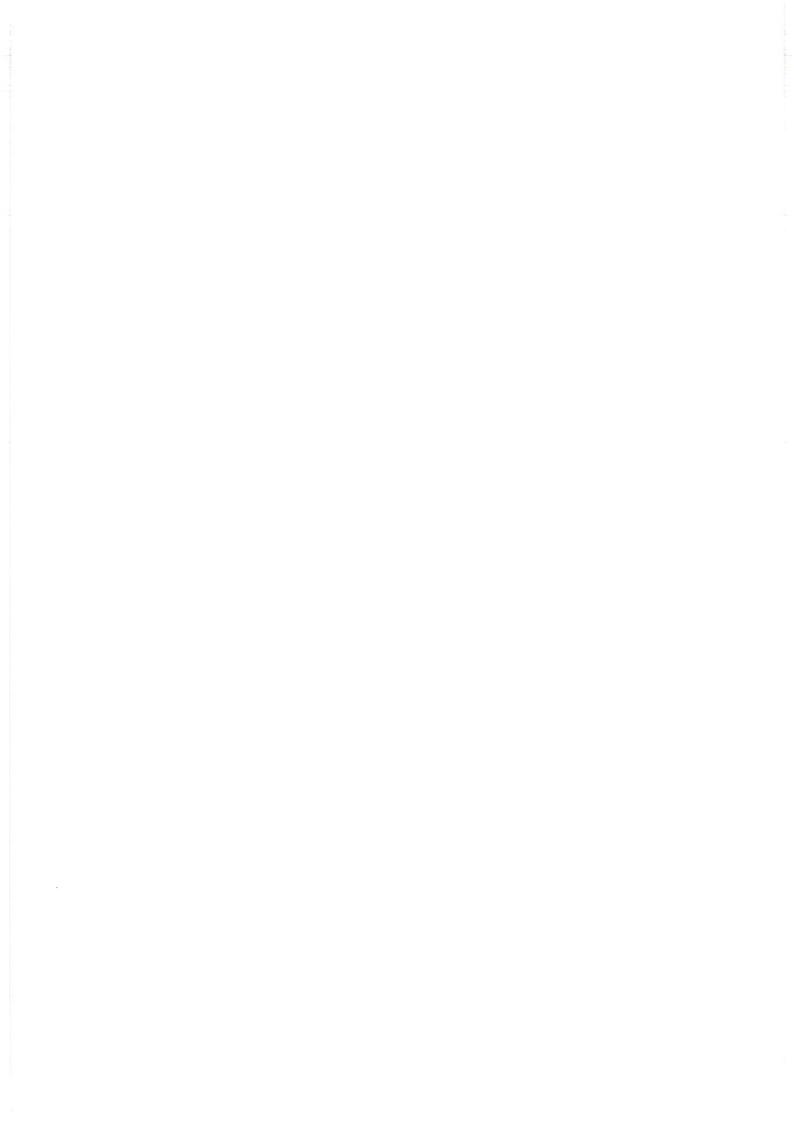
L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-33-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

SUBVENTION D'EQUIPEMENT POUR MATERIEL EPS ANNEE 2021 - Imputation 2043 221 Enveloppe 14475

COLLEGES	MONTANT SOLLICITE MONTANT PROPOSE N° ENGAGEMENT	MONTANT PROPOSE	N° ENGAGEMENT
Roches Gravées (Trois-Rivières)	20 000,000 €	10 000,00 €	X001886
)			



Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-34-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-70/2ème CP/A34- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

杂杂杂

<u>OBJET</u>: Attribution au titre de l'année 2021 de subventions d'équipement audiovisuel à divers collèges d'enseignements publics

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL J.MARC M-L.BRESLAU

E.CALIFER C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR J.DARTRON

A.ABAILLE

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

B.ROBERT LAMPONI

J.DESSOUT

M.CITRONNELLE

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République **VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU l'avis favorable de la commission Enseignement Constructions et Œuvres Scolaires du 16/03/2021:

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-34-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: Une subvention d'équipement audiovisuel est allouée au titre de l'exercice 2021 aux collèges d'enseignement publics de la Guadeloupe dans les conditions fixées au tableau ciannexé pour un montant total de 20 465 € (Vingt mille quatre cent soixante - cinq euros)

ARTICLE 2: La dépense est imputable au chapitre 2043 – 221 Ligne de crédit 14479 du Budget Départemental de l'exercice 2021.

ARTICLE 3: De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces s'y rapportant.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIQ DÉPARTEMENTAL,

160

SUBVENTION D'EQUIPEMENT POUR MATERIEL AUDIOVISUEL - Imputation 2043 221 Enveloppe 14479

N° ENGAGEMENT X001858 X001859 X001861 X001860 X001854 X001856 X001857 MONTANT PROPOSE 20 465,00 € 2 096,00 € 3 455,00 € 2 331,00 € 4 150,00 € 3 147,00 € 3 180,00 € 2 106,00 € Germain St-Ruf (Capesterre B-E) Maximilien Vrecord (Petit-Canal) Aurélie LAMBOURDE (Abymes) O. Ramé Décorbin (Sainte-Anne) Suze ANGELY (Vieux-Habitants) Courbaril (Pointe-Noire) COLLEGES Bebel (Sainte-Rose) TOTAL



Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-35-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE

N° 2021-71/2ème CP/A35- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**

OBJET: SUBVENTION A L'INSTITUT PHYSIQUE DU GLOBE

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI
J.DESSOUT

A.ABAILLE
E.CALIFER
C.BAJAZET
F-L.BERNIS
F.MICHELY
M.SIGISCAR
J.DARTRON
M.CITRONNELLE

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): I.SAPOTILLE

J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-35-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'ATTRIBUER une subvention de fonctionnement de TRENTE NEUF MILLE EUROS (39 000 €) à l'Institut Physique du Globe au profit de l'Observatoire Volcanologique.

ARTICLE 2: Les crédits nécessaires à cette dépense sont inscrits au Chapitre 65 Article 65738 Ligne de crédit 321 du budget départemental 2021. La subvention sera versée en une seule fois selon les modalités fixées dans la convention du 13 Novembre 1996 modifiée par un avenant du 28 Juillet 2011.

ARTICLE 3 : De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

163



N° 2021-72/2ème CP/A36- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Accompagnement financier du Département pour la mise en place du statut de joueur fédéral

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

A.ABAILLE Présent(es): J.ANSELME **E.CALIFER** M.BERNARD C.BAJAZET M.AVRIL F-L.BERNIS J.MARC F.MICHELY M-L.BRESLAU M.SIGISCAR **B.ROBERT LAMPONI I.DARTRON** M.CITRONNELLE J.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es):

J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

- ARTICLE 1: D'approuver l'accompagnement financier du Département sur une durée de trois ans au titre de l'accompagnement à la formation et à l'emploi de 8 joueurs de football recrutés sous le statut de joueur fédéral.
- ARTICLE 2: D'approuver la convention de partenariat jointe à la présente délibération.
- ARTICLE 3: De confirmer que la délibération 2019-27-4/3èmeR/A2-B1 du 15 novembre 2019 fera l'objet d'une annulation lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale
- ARTICLE 4 De fixer le montant de la participation financière du Département à 74 736€ (SOIXANTE QUATORZE MILLE SEPT CENT TRENTE-SIX EUROS) pour l'année sportive 2020/2021.
- ARTICLE 5: D'imputer la dépense au chapitre 65, article 6574 de la ligne de crédit 23161 « Subvention ligue foot Guadeloupe pour dispositif du statut de joueur fédéral » du budget départemental 2021.
- **ARTICLE 6:** Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,



N° 2021-73/2ème CP/A37- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

<u>OBJET:</u> Subvention de fonctionnement à l'Etablissement Public de Coopération Culturelle MACTe

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI

A.ABAILLE
E.CALIFER
C.BAJAZET
F-L.BERNIS
F.MICHELY
M.SIGISCAR
J.DARTRON
M.CITRONNELLE

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

LDESSOUT

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE

B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

Vu la délibération de la Commission permanente n°2019-18/1èreCP/A18-B1

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-37-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

- ARTICLE 1: D'approuver la convention fixant les modalités de versement de la subvention annuelle de 75 000 € (SOIXANTE QUINZE MILLE EUROS) du Département à l'EPCC/ MACTe.
- ARTICLE 2: D'imputer la dépense correspondante au chapitre 65, nature 65738, de la ligne 23147 « SUBVENTION A L'EPCC MACTe » du budget départemental 2021.
- **ARTICLE 3**: Madame le Président du Conseil Départemental est autorisée à signer toute pièce afférente à cette affaire.

LES SECRETAIRES,

Nicole ERDAN

MME LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ME BOREL-LINCERITH

167



N° 2021-74/2ème CP/A38- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: PLAN DE RELANCE: Aménagement d'une piste cyclable - RD128 - Section Beauport - PORT-LOUIS

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): **LANSELME** M.BERNARD M.AVRIL J.MARC M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI A.ABAILLE **E.CALIFER** C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR J.DARTRON M.CITRONNELLE **B.HIRA** L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

J.DESSOUT

Absent(es): **J.SAPOTILLE** R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

VU la délibération du Conseil Départemental n° 2015-15/2èmeR/A2-B2 du 2 avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-38-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1:

D'APPROUVER le bilan global de l'opération création d'un piste cyclable le long de la RD128 – Section Beauport – PORT-LOUIS à hauteur de 1504 906 € ainsi que le plan de financement suivant :

ETAT – PLAN DE RELANCE (50%):

752 453,00 €

- CONSEIL DÉPARTEMENTAL (50%):

752 453,00 €

ARTICLE 2:

D'AUTORISER Madame le Président du Conseil Départemental à solliciter un cofinancement Etat au titre du « Plan de Relance » à hauteur de 752 453 €

ARTICLE 3:

D'IMPUTER la dépense correspondante au Budget Départemental – Enveloppe 4912- Imputation 23 / 23151 au titre des travaux routiers

ARTICLE 4:

D'AUTORISER Madame le Président du Conseil Départemental à signer la convention correspondante ainsi que toutes les pièces relatives à la bonne conclusion de cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

1.69





N° 2021-75/2ème CP/A39- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

泰泰泰

<u>OBJET</u> : Aérodrome de Marie-Galante - Demande de renouvellement de mise à disposition de 2 bureaux dans l'enceinte de l'aérogare

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): A.ABAILLE
J.ANSELME E.CALIFER
M.BERNARD C.BAJAZET
M.AVRIL F-L.BERNIS
J.MARC F.MICHELY
M-L.BRESLAU M.SIGISCAR
B.ROBERT LAMPONI J.DARTRON

J.DARTRON M.CITRONNELLE B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

J.DESSOUT

Absent(es):

J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-39-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'approuver le renouvellement de la convention avec l'association "Aéroclub Des Ailes Galantes", pour la mise à disposition de 2 bureaux d'une superficie totale de 20 m² et un local sanitaire, afin de poursuivre ses activités de promotion et d'organisation de la pratique de l'aviation et des différentes activités s'y attachant

ARTICLE 2: D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à signer cette convention pour une durée de 5 (cinq) ans moyennant un loyer annuel de 200€.

<u>ARTICLE 3</u>: De donner tout pouvoir à Madame le Président du Conseil Départemental pour suivre l'exécution de la présente délibération, et signer toutes les pièces y afférentes.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU ÇONSEIL GÉNÉRAL,



N° 2021-76/2ème CP/A40- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: PLAN DE RELANCE: Aménagement d'une piste cyclable - RD203 - Section Murat - GRAND-BOURG

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): **LANSELME** M.BERNARD M.AVRIL J.MARC M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI J.DESSOUT

C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR **I.DARTRON** M.CITRONNELLE

A.ABAILLE

E.CALIFER

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): **LSAPOTILLE** R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n° 2015-15/2èmeR/A2-B2 du 2 avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-40-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1:

D'APPROUVER le bilan global de l'opération création d'une piste cyclable le long de la RD203 – Section Bourg/Murat – GRAND-BOURG à hauteur de **1 530 256 €** ainsi que le plan de financement suivant :

- ETAT - PLAN DE RELANCE (50%):

765 128,00 €

CONSEIL DÉPARTEMENTAL (50%):

765 128,00 €

ARTICLE 2:

D'AUTORISER Madame le Président du Conseil Départemental à solliciter un cofinancement Etat au titre du « Plan de Relance » à hauteur de 765 128 £

ARTICLE 3:

D'IMPUTER la dépense correspondante au Budget Départemental – Enveloppe 4912- Imputation 23 / 23151 au titre des travaux routiers

ARTICLE 4:

D'AUTORISER Madame le Président du Conseil Départemental à signer la convention correspondante ainsi que toutes les pièces relatives à la bonne conclusion de cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉBARTEMENTAL,

Joseph BO BLALINCERTIN



N° 2021-2 /2ème CP/A40-1 B1

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

OBJET: Plan de relance - Travaux du Fort NAPOLEON

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

A.ABAILLE

B.HIRA

I.ANSELME

E.CALIFER C.BAIAZET L.GALANTINE **B.MORNAL**

M.BERNARD M.AVRIL

F-L.BERNIS

M.ETZOL

J.MARC

F.MICHELY

D.DULAC

M-L.BRESLAU

M.SIGISCAR

N.ERDAN

B.ROBERT LAMPONI

I.DARTRON

J.DESSOUT

M.CITRONNELLE

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es):

I.SAPOTILLE

C.CHALUS

R.SENNEVILLE

C.LERUS

B.RODES

R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n° 2015-15/2èmeR/A2-B2 du 2 avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-40-1-DE Date de télétransmission : 06/05/2021 Date de réception préfecture : 06/05/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'approuver la convention financière à passer entre l'Etat et le Conseil

départemental de la Guadeloupe dans le cadre du plan de relance pour la

réalisation des travaux de rénovation du Fort NAPOLEON

ARTICLE 2 : De solliciter à cette fin, la participation de l'Etat à hauteur de hauteur de 50% au

financement de l'opération précitée.

ARTICLE 3 : Les crédits nécessaires à la mise en œuvre de cette convention sont inscrits au

chapitre 23/231314/311 du budget départemental 2021.

ARTICLE 4: Madame le Président du Conseil départemental est autorisée à signer toute

pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENT

Joseffe BOREL-LING

Nicole ERDAN

17-5





N° 2021-77/2ème CP/A41- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Contrat de convergence et de transformation - Revitalisation du Centre Bourg de Grand-Bourg de Marie-Galante.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

A.ABAILLE Présent(es): **E.CALIFER LANSELME** C.BAJAZET M.BERNARD F-L.BERNIS M.AVRIL F.MICHELY J.MARC M.SIGISCAR M-L.BRESLAU **I.DARTRON** B.ROBERT LAMPONI M.CITRONNELLE I.DESSOUT

B,HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): **I.SAPOTILLE** R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n° 2015-15/2èmeR/A2-B2 du 2 avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,



Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-41-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1:

D'APPROUVER le bilan global de l'opération de réfection de la gare maritime, de l'esplanade et de l'aménagement du parking de la zone pêche du port départemental sur le territoire de la commune de Grand-Bourg de Marie-Galante à hauteur de 4 862 098,50 € ainsi que le plan de financement suivant :

- Etat - BOP 123 (50%):

2 431 049,25 €

- CONSEIL DÉPARTEMENTAL (50%) :

2 431 049,25 €

ARTICLE 2:

D'AUTORISER Madame le Président du Conseil Départemental, dans le cadre du Contrat de convergence et de transformation de la Guadeloupe, à solliciter pour la mise en œuvre de cette opération un cofinancement Etat au titre du BOP 123 à hauteur de 2 431 049,25 €

ARTICLE 3:

D'IMPUTER la dépense correspondante au Budget Départemental – Enveloppe 24167 - Imputation 23 / 23153 au titre des travaux du port de Grand-Bourg

ARTICLE 4:

D'AUTORISER Madame le Président du Conseil Départemental à signer la convention correspondante ainsi que toutes les pièces relatives à la bonne conclusion de cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

-UNCERTIN

177



CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE

N° 2021-78/2ème CP/A42- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

杂杂杂

OBJET: Projet de décret relatif à la justification de la généralisation du tri à la source des biodéchets et aux installations de tri mécano-biologiques.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL J.MARC M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI J.DESSOUT

A.ABAILLE **E.CALIFER** C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR J.DARTRON M.CITRONNELLE **B.HIRA** L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): **I.SAPOTILLE** R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi nº83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-42-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'émettre un avis favorable au Projet de décret relatif à la justification de la généralisation du tri à la source des biodéchets et aux installations de tri mécano-biologiques.

<u>ARTICLE 2:</u> Madame le Président du Conseil Départemental assurera l'exécution de la présente délibération et la signature de toutes pièces y afférentes.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Nicole ERPAN



N° 2021-79/2ème CP/A43- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

杂杂杂

OBJET: Avis à donner sur un projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): **LANSELME** M.BERNARD M.AVRIL J.MARC M-L.BRESLAU **B.ROBERT LAMPONI** A.ABAILLE **E.CALIFER** C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR **LDARTRON** M.CITRONNELLE **B.HIRA** L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

LDESSOUT

Absent(es): **I.SAPOTILLE** R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi nº83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-43-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

<u>ARTICLE 1:</u> D'émettre un avis favorable au projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale.

ARTICLE 2 : Madame le Président du Conseil Départemental assurera l'exécution de la présente délibération et la signature de toutes pièces y afférentes.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Nicole ERDAN

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-44-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE

N° 2021-80-1/2ème CP/A44- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

<u>OBJET</u>: Projet de décret modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif aux bénéficiaires de subventions et prêts pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs aidés en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à la Réunion et à Mayotte.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

A.ABAILLE Présent(es): **J.ANSELME E.CALIFER** C.BAJAZET M.BERNARD F-L.BERNIS M.AVRIL **F.MICHELY** J.MARC M-L.BRESLAU M.SIGISCAR 1.DARTRON B.ROBERT LAMPONI M.CITRONNELLE J.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MOR NAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré;

182

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-44-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'émettre un avis favorable au Projet de décret modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif aux bénéficiaires de subventions et prêts pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs aidés en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à la Réunion et à Mayotte.

ARTICLE 2: Madame le Président du Conseil Départemental assurera l'exécution de la présente délibération et la signature de toutes pièces y afférentes.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,



N° 2021-81/2ème CP/A45- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

杂杂杂

OBJET: Avis à donner sur un projet de décret portant revalorisation du revenu de solidarité en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion et des Collectivités de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre et Miquelon

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL J.MARC M-L.BRESLAU

B.ROBERT LAMPONI

A.ABAILLE **E.CALIFER** C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR J.DARTRON M.CITRONNELLE **B.HIRA** L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

J.DESSOUT

Absent(es): J.SAPOTILLE **R.SENNEVILLE B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-45-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1 : D'émettre un avis favorable au projet de décret portant revalorisation du revenu de solidarité en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion et des Collectivités de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre et Miquelon.

<u>ARTICLE 2</u>: Madame le Président du Conseil Départemental assurera l'exécution de la présente délibération et la signature de toutes pièces y afférentes.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Nicole ERDAN

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Joseph BONKL INCHATE



N° 2021-82/2ème CP/A46- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

杂杂杂

OBJET: Aàp Act Alim - Subvention à la commune de Baie-Mahault - Programme de lutte contre le gaspillage alimentaire dans la restauration scolaire

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL J.MARC M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI A.ABAILLE E.CALIFER C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR J.DARTRON M.CITRONNELLE B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

J.DESSOUT

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-46-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'attribuer une subvention de 8 000 € (huit mille euros) à la commue de Baie-Mahault pour la mise en œuvre d'un programme lutte contre le gaspillage alimentaire dans la restauration scolaire ;

ARTICLE 2:D'imputer la dépense correspondante au Chapitre 204, Nature 204141 du Budget départemental;

ARTICLE 3: De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution de la présente délibération et signer, à cette fin, toute pièce utile.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Nicole ERDAN

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-47-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE

N° 2021-83/2ème CP/A47- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

泰泰泰

<u>OBJET</u>: Attribution de subvention à l'association K'exprès pour le projet de « Pocket park 97.120 »

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI

E.CALIFER
C.BAJAZET
F-L.BERNIS
F.MICHELY
M.SIGISCAR
J.DARTRON
M.CITRONNELLE

A.ABAILLE

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

I.DESSOUT

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU l'avis favorable de la Commission Environnement Solidarités énergétiques et Risques Majeurs réunie le 02 février 2021 :

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-47-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer une subvention de 8 000€ à l'association K'exprès pour le projet de « Pocket park 97.120 »;

ARTICLE 2 : D'imputer la dépense correspondante au Chapitre 65 Nature 6574 du Budget Départemental ;

<u>ARTICLE 3 :</u> De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution de la présente délibération et signer, à cette fin, toute pièce utile ;

L'un des secrétaires

>

Nicole ERDAN

Le Président du Conseil Départemental

Yosethe BOREL-LINCERTEN

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-48-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-84/2ème CP/A48- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

中中中

<u>OBJET</u>: Aàp Act Alim - Subvention à l'association Sudmanten pou dèmen - « Valorisation de déchets ménagers dans le cadre d'une économie circulaire pour pérenniser les jardins familiaux en Guadeloupe »

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI
L.DESSOUT

E.CALIFER
C.BAJAZET
F-L.BERNIS
F.MICHELY
M.SIGISCAR
J.DARTRON
M.CITRONNELLE

A.ABAILLE

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-48-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer une subvention de 4 000 € (quatre mille euros) à l'association du Sudmanten pou dèmen pour la mise en œuvre du programme de valorisation de déchets ménagers dans le cadre d'une économie circulaire pour pérenniser les jardins familiaux en Guadeloupe ;

<u>ARTICLE 2:</u> D'imputer la dépense correspondante au Chapitre 204, Nature 20421 du Budget Départemental

<u>ARTICLE 3</u>: De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution de la présente délibération et signer, à cette fin, toute pièce utile.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Nicole ERDAN

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Joseph BOREL-LINCERIM

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-49-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-85/2ème CP/A49- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

中中中

OBJET: Aàp Act Alim - Subvention à la commune du Moule - Santé an nou an jaden an nou

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI

E.CALIFER
C.BAJAZET
F-L.BERNIS
F.MICHELY
M.SIGISCAR
J.DARTRON
M.CITRONNELLE

A.ABAILLE

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

J.DESSOUT

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE

B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,



Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-49-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer une subvention de 5 000€ (cinq mille euros) à la commune du Moule pour la mise en œuvre du programme « Santé an nou an jaden an nou » ;

ARTICLE 2: D'imputer la dépense correspondante au Chapitre 204, Nature 204141 du Budget Départemental

ARTICLE 3 : De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution de la présente délibération et signer, à cette fin, toute pièce utile.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Joseph By ELLINGERED

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-50-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-86/2ème CP/A50- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**

 $\underline{O\ B\ J\ E\ T}$: Aàp Act Alim - Subvention à l'association AGOSSE – « Les classes du goût Guadeloupéennes »

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

A.ABAILLE Présent(es): **E.CALIFER LANSELME** C.BAJAZET M.BERNARD F-L.BERNIS M.AVRIL J.MARC F.MICHELY M.SIGISCAR M-L.BRESLAU **J.DARTRON B.ROBERT LAMPONI** M.CITRONNELLE I.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-50-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'attribuer une subvention de 10 000 € (dix mille euros) à l'association AGOSSE pour la mise en œuvre du projet « Les classes du goût Guadeloupéennes » ;

ARTICLE 2:D'imputer la dépense correspondante au Chapitre 204, Nature 20421 du Budget départemental;

ARTICLE 3 : De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution de la présente délibération et signer, à cette fin, toute pièce utile.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Nicole ERDAN

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Jossite BY SEL-LINCERUM

le

ri

!S



N° 2021-87/2ème CP/A51- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Aàp Act Alim - Subvention à l'association Bwa kapab – « Didiko - Un petit déjeuner pour tous »

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL J.MARC M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI J.DESSOUT

A.ABAILLE **E.CALIFER** C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR J.DARTRON M.CITRONNELLE

B.HIRA L.GALANTINE **B.MORNAL** M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): **I.SAPOTILLE** R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-52-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer une subvention de 5 000€ (cinq mille euros) à l'association Gwajeka pour la mise en œuvre du programme « Les jardins partagés vecteurs de cohésion sociale ludique et culturelle » ;

ARTICLE 2: D'imputer la dépense correspondante au Chapitre 204, Nature 20421 du Budget départemental;

<u>ARTICLE 3:</u> De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution de la présente délibération et signer, à cette fin, toute pièce utile.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Nicole ERDAN

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Justile BOYET AT NUMBER

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-53-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-89/2ème CP/A53- B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Aàp Act Alim - Subvention à l'association Zyé a mangrov la - Madè é nou

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI
J.DESSOUT

C.BAJAZET
F-L.BERNIS
F.MICHELY
M.SIGISCAR
J.DARTRON
M.CITRONNELLE

A.ABAILLE

E.CALIFER

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-53-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer une subvention de 1 500 € (mille cinq-cent euros) à l'association Zyé a mangrovla pour la mise en œuvre du programme « Madè é nou » ;

<u>ARTICLE 2:</u> D'imputer la dépense correspondante au Chapitre 204, Nature 20421 du Budget Départemental

ARTICLE 3 : De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution de la présente délibération et signer, à cette fin, toute pièce utile.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-54-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-90/2ème CP/A54-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

杂杂杂

OBJET: Attribution de subvention à l'association Wi'anArt pour le projet de « Mobilité active » (Contrat de transition écologique CANBT/CAGSC)

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL I.MARC M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI A.ABAILLE **E.CALIFER** C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR **J.DARTRON** M.CITRONNELLE B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

J.DESSOUT

Absent(es): **I.SAPOTILLE** R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU l'avis favorable de la Commission Environnement Solidarités énergétiques et Risques Majeurs réunie le 02 février

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,



Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-54-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'attribuer une subvention de 5 458€ à l'association Wi'anArt pour le projet de «Mobilité active »;

<u>ARTICLE 2:</u> D'imputer la dépense correspondante au Chapitre 65 Nature 6574 du Budget Départemental;

ARTICLE3 : De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution de la présente délibération et signer, à cette fin, toute pièce utile ;

LE SECRETAIRE

Nicole ERDAN

MME LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAI

Josette BOREL-LINCERTIN

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-55-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021



N° 2021-91/2ème CP/A55-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

 $\underline{O\ B\ J\ E\ T}$: Aàp Act Alim - Subvention à l'association AGIPSAH - « Vers une agriculture adaptée et inclusive »

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI
J.DESSOUT

A.ABAILLE
E.CALIFER
C.BAJAZET
F-L.BERNIS
F.MICHELY
M.SIGISCAR
J.DARTRON
M.CITRONNELLE

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-55-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: D'attribuer une subvention de 4 741 € à l'association AGIPSAH pour la mise en œuvre du projet « Vers une agriculture adaptée et inclusive » ;

ARTICLE 2:D'imputer la dépense correspondante au Chapitre 204, Nature 20421 du Budget départemental;

ARTICLE 3: De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution de la présente délibération et signer, à cette fin, toute pièce utile.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Ne BOXEL-LINGGELIN

205





N° 2021-93/2ème CP/A57-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Bail Emphytéotique avec la société VALOREM Caraïbes pour l'implantation d'une centrale éolienne sur la commune de PORT-LOUIS

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL I.MARC M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI J.DESSOUT

A.ABAILLE **E.CALIFER** C.BAJAZET F-L.BERNIS **EMICHELY** M.SIGISCAR J.DARTRON M.CITRONNELLE **B.HIRA** L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): **I.SAPOTILLE** RSENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,



Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-57-DE Date de télétransmission : 30/03/2021 Date de réception préfecture : 30/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le Bail Emphytéotique à passer avec VALOREM Caraïbes pour l'implantation d'une centrale éolienne sur la commune PORT-LOUIS.

ARTICLE 2 : D'autoriser VALOREM Caraïbes à procéder aux investigations sur site pour finaliser les études de faisabilité.

ARTICLE 3: D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à signer toutes les pièces nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Nicole ERDAN

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Journal of Self-Lincer of





N° 2021-99/2ème CP/A63-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Mise en œuvre du dispositif « Charte de Solidarité pour l'accès à l'emploi durable des bénéficiaires du RSA au sein des entreprises guadeloupéenne » : attribution d'une aide financière à la société C'LOGIC

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
J.ANSELME
M.BERNARD
M.AVRIL
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI
J.DESSOUT

A.ABAILLE
E.CALIFER
C.BAJAZET
F-L.BERNIS
F.MICHELY
M.SIGISCAR
J.DARTRON
M.CITRONNELLE

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

VU la délibération du Conseil Départemental n° 2015-15/2ème R/A2-B2 du 2 avril 2015 donnant délégation de compétence à la Commission Permanente ;

VU le Programme Départemental d'Insertion 2019-2021 adopté le 12 février 2019

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental ;

DECIDE

- ARTICLE 1: De verser une aide financière de 12 000 € à la société C'LOGIC pour le recrutement d'un (e) bénéficiaire du Revenu de solidarité Active, sur un poste de chauffeur -livreur, dans le cadre de la mise en œuvre de la « Charte de Solidarité pour l'accès à l'emploi durable des bénéficiaires du RSA au sein des entreprises guadeloupéennes» conformément à la fiche 2.1.3 du PDI 2019-2021.
- ARTICLE 2 : Le versement des aides financières annuelles est opéré, par virement aux entreprises selon les modalités suivantes :
 - 2500 € à la signature de la convention relative à la Charte de Solidarité,
 - Le solde sur présentation des copies des bulletins de salaire pour la période considérée.
- ARTICLE 3: D'imputer la dépense au budget départemental 2021 Chapitre 017 Nature 6574 Fonction 564 LC 23158.
- **ARTICLE 4:** De donner mandat à Madame le Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution de la présente délibération et signer toutes pièces qui s'y rapportent.

L'UN DES SECRÉTAIRES

INCON ERDAN

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL

DÉPARTEMENTA

ican the ECOPEL ALINCARDY



N° 2021-100/2ème CP/A64-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Mise à disposition d'un local du Jardin Botanique à l'association AGOSSE et ses partenaires pour la mise en place d'un centre Obésanté

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):

J.ANSELME
B.ECALIFER
C.BAJAZET
M.AVRIL
J.MARC
F-L.BERNIS
J.MARC
M-L.BRESLAU
B.ROBERT LAMPONI
J.DESSOUT

A.ABAILLE
E.CALIFER
B.CABIJAZET
M.ABIJAZET
M.ABIJAZET
M.ABIJAZET
M.AIGHENIS
J.MARC
M.SIGISCAR
M.CITRONNELLE

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,



Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-64-DE Date de télétransmission : 31/03/2021 Date de réception préfecture : 31/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: De mettre à disposition de l'association AGOSSE, le Bâtiment G, situé dans l'enceinte du Jardin Botanique à Circonvallation, à Basse-Terre, pour accueillir un projet de création d'un centre Obésanté, en partenariat avec la Ligue contre l'Obésité et le Collectif National des Associations d'Obèses.

<u>ARTICLE 2</u>: D'autoriser la signature de la convention fixant les modalités de cette mise à disposition.

<u>ARTICLE 3</u>: De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour le suivi et l'exécution de la présente délibération et la signature de toutes les pièces y afférente

L'UN DES SECRÉTAIRES

Nicole ERDA

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

211



N° 2021-101/2ème CP/A65-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: Convention pour le stationnement payant hors voirie avec la Ville de Basse-Terre.

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL J.MARC

A.ABAILLE **E.CALIFER** C.BAJAZET F-L.BERNIS F.MICHELY M.SIGISCAR B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

M-L.BRESLAU B.ROBERT LAMPONI J.DESSOUT

J.DARTRON M.CITRONNELLE

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): **J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE** B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi nº83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,



Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-65-DE Date de télétransmission : 31/03/2021 Date de réception préfecture : 31/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la signature d'une convention avec la Ville de Basse-Terre, pour 110 abonnements de stationnement à l'un des 5 parkings en enclos du chef-lieu

- o En silo : Horizons Caraïbes
- o En enclos : Square Pichon, Champ d'Arbaud, Boulevard Gerty Archimède et Place des Capucins.

ARTICLE 2 : D'approuver le montant supplémentaire de la dépense estimée à 39 600 € TTC par an, pour la totalité des 110 abonnements de stationnement.

ARTICLE 3: D'imputer la dépense au chapitre 011, article 6288 du budget départemental

ARTICLE 4: De donner mandat à Madame le Président du Conseil Départemental pour signer toutes les pièces afférentes à cette affaire

L'UN DES SECRÉTAIRES

Nicole ERDAN

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Š





N° 2021-102/2ème CP/A66-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**

OBJET: SUBVENTION A L'ASSOCIATION BAY CHANS LA

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es):
JANSELME
BERNARD
BERNARD
BERNARD
BERNIS
JMARC
BERNES
BERNIS
JMARC
BERNIS

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,



DECIDE

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-66-DE Date de télétransmission : 31/03/2021 Date de réception préfecture : 31/03/2021

ARTICLE 1: d'allouer une subvention de 4 000€ à l'association BAY CHANS LA afin de lui permettre de financer les charges liées à la mise en œuvre de la première phase du projet d'accompagnement pédagogique en faveur des enfants de 5 écoles maternelles de Basse-Terre.

<u>ARTICLE 2</u> : les modalités de mise en œuvre de la subvention seront fixées dans le cadre d'une convention à intervenir entre le Conseil Départemental et l'Association ;

ARTICLE 3: D'imputer la dépense correspondante au chapitre 65 article 6574 fonction 0202 du budget départemental.

ARTICLE 4 : De donner mandat à Madame Le Président du Conseil Départemental pour signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Nicole ERDAN

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



DE LA GUADELOUPE

N° 2021-103/2ème CP/A67-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

O B | E T : SUBVENTION AU COLLEGE FLORETTE MORAND - ACCOMPAGNEMENT D'ELEVES EN SITUATION DE MAL ETRE

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

Présent(es): J.ANSELME M.BERNARD M.AVRIL J.MARC M-L.BRESLAU **B.ROBERT LAMPONI** J.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DEer-2CP-67-DE Date de télétransmission : 13/04/2021 Date de réception préfecture : 13/04/2021

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): LSAPOTILLE R.SENNEVILLE **B.RODES**

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

E.CALIFER

C.BAJAZET

F-L.BERNIS

F.MICHELY

M.SIGISCAR

J.DARTRON M.CITRONNELLE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi nº82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

DECIDE

Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DEer-2CP-67-DE Date de télétransmission : 13/04/2021 Date de réception préfecture : 13/04/2021

ARTICLE 1: d'allouer une subvention de 20 000€ au collège Florette MORAND de Morne-àl'eau afin de lui permettre de mettre en œuvre les actions de repérage et d'accompagnement des enfants en situation de mal être psychologique scolarisés dans les établissements du Nord Grande Terre.

<u>ARTICLE 2</u>: les modalités de mise en œuvre de la subvention seront fixées dans le cadre d'une convention à intervenir entre le Conseil Départemental et l'établissement public local d'enseignement.

ARTICLE 3: D'imputer la dépense correspondante au chapitre 65 article 6574 fonction 0202 du budget départemental.

<u>ARTICLE 4</u>: De donner mandat à Madame Le Président du Conseil Départemental pour signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Nicole ERDAN

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL





N° 2021-104/2ème CP/A68-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

OBJET: SUBVENTIONAU CIMGUA

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

A.ABAILLE Présent(es): **E.CALIFER** J.ANSELME M.BERNARD C.BAJAZET M.AVRIL F-L.BERNIS J.MARC F.MICHELY M.SIGISCAR M-L.BRESLAU J.DARTRON B.ROBERT LAMPONI M.CITRONNELLE J.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,



Accusé de réception en préfecture 971-229710017-20210325-DE-2CP-68-DE Date de télétransmission : 31/03/2021 Date de réception préfecture : 31/03/2021

DECIDE

ARTICLE 1: d'allouer une subvention de 80 000€ au CIMGUA afin de lui permettre de financer les dépenses liées à la mise en œuvre du programme de maintenance et d'entretien des équipements de radiopharmacie, d'imagerie moléculaire et du cyclotron.

<u>ARTICLE 2</u> : les modalités de mise en œuvre de la subvention seront fixées dans le cadre d'une convention à intervenir entre le Conseil Départemental et le Centre d'Imagerie de la Guadeloupe.

ARTICLE 3: D'imputer la dépense correspondante au chapitre 65 article 6574 fonction 0202 du budget départemental.

ARTICLE 4 : De donner mandat à Madame Le Président du Conseil Départemental pour signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

> . TO BOOK A INCOVERS



N° 2021-106/2ème CP/A70-B1

DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

OBJET: MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA REHABILITATION DE TROIS (3) COLLEGES DU DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE. - ACCORD-CADRE DE MAITRISE D'OEUVRE

LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 25 Mars 2021

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

A.ABAILLE Présent(es): J.ANSELME **E.CALIFER** M.BERNARD C.BAJAZET F-L.BERNIS M.AVRIL J.MARC F.MICHELY M-L.BRESLAU M.SIGISCAR B.ROBERT LAMPONI I.DARTRON M.CITRONNELLE J.DESSOUT

B.HIRA L.GALANTINE B.MORNAL M.ETZOL D.DULAC N.ERDAN

Représenté H-P.RAMDINI

Absent(es): J.SAPOTILLE R.SENNEVILLE B.RODES

C.CHALUS C.LERUS R.RAUZDUEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

VU la décision de la commission d'appel d'offres en date du mardi 09 mars 2021;

VU le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

ARTICLE 1: D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à signer avec les Sociétés citées ci-dessous, les accords-cadres de maîtrise d'œuvre, sans montant minimum et sans montant maximum, relatifs à la maitrise d'œuvre pour la réhabilitation de trois (3) collèges du département de la Guadeloupe.

LOT	TITULAIRE
LOT N°1	COLLÈGE « LE RAIZET » LES ABYMES
	* Groupement conjoint- Mandataire solidaire
	- BL'AK - mandataire
	 BET PIERRE ANGULAIRE INGENIERIE
	- TECSOL
	- ETEC BET
	- CARAÏBES PAYSAGES
	- H3C

LOT	TITULAIRE	
	COLLÈGE « JOSEPH PITAT » BASSE-TERRE	
LOT N°2	* Groupement conjoint— Mandataire solidaire - SARL DORE-MARTON - mandataire - BET HAUSS SARL - GUEZ CARAÏBES SARL	

LOT	TITULAIRE
	COLLÈGE « APPEL DU 18 JUIN » LAMENTIN
LOT N°3	* Groupement conjoint Mandataire solidaire ATELIER ARCHITECTURE BMC mandataire DELTA INGENIERIE SAS

ARTICLE 2: D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental, en cas de défaillance De l'attributaire dans la production des documents requis (attestations sociales et fiscales, attestation justifiant l'absence d'interdiction de soumissionner), à signer les marchés avec les candidats dont les offres ont été classée immédiatement après, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3: D'imputer la dépense au Budget départemental.

- Enveloppe 590 - Chapitre 20 - Nature 2031 - Fonction 221.

ARTICLE 4: De donner mandat à Madame le Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération et signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.

L'un des secrétaires MME LE Président du Conseil Départemental,
Nicole ERDAN 2